

Ivaylo Znepolsli

**Les intellectuels et l'édification des
institutions démocratiques et de la société civile
(L'exemple bulgare)**

RAPPORT FINAL

juin 1998

T A B L E D E S M A T I È R E S

INTRODUCTION

1. Les aspects de la crise intellectuelle
2. L'intellectuel - un acteur réel et symbolique de l'action sociale
3. Les études sur les intellectuels en tant qu'énonciation d'une réalité intérieure

Chapitre I

LES PARAMÈTRES HISTORIQUES, CULTURELS ET THÉORIQUES DU PHÉNOMÈNE

1. De l'usage des notions
2. La métamorphose de l'intelligentsia socialiste
3. La difficile naissance de l'intellectuel démocratique
4. De la nomenklatura socialiste aux élites démocratiques

Chapitre II

LES INTELLECTUELS BULGARES ET LE PROCESSUS DE CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE (LES RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE)

1. Le choix d'un objet représentatif d'étude
2. L'âge et l'orientation politique: des différences de génération
3. Genres et messages
4. Genres et carrières: l'intrication du champ politique et du champ intellectue

5. Une insatisfaction des résultats du processus démocratique
6. Les intellectuels et la réflexion sur la crise de la société bulgare
7. Au nom de quelles valeurs les intellectuels bulgares parlent-ils?
8. Au sujet de la légitimité des intellectuels

Chapitre III

PASSIONS PÉTITIONNAIRES - LA « GAUCHE » ET LA « DROITE » CHEZ LES INTELLECTUELS BULGARES

1. Les signatures et les appels - une nouvelle arme intellectuelle
2. La guerre des pétitions

CONCLUSION

Les valeurs, les types et les figures d'intellectuels

NOTES

ANNEXES

INTRODUCTION

Tout le monde s'accorde pour reconnaître le rôle de l'intelligentsia, dans son ensemble et en la personne d'intellectuels prestigieux, pour la réalisation des changements démocratiques en Europe de l'Est et en Bulgarie en particulier. Ce rôle trouvait une sorte d'institutionnalisation symbolique dans l'article fort commenté de Jélu Jélev « La grande époque de l'intelligentsia »¹. L'intelligentsia se trouvait également au coeur des événements qui ont suivi immédiatement l'écroulement du régime communiste et qui ont posé les fondements des nouvelles institutions démocratiques. Plus encore, grâce à son capital symbolique en sa qualité d'opposition morale à l'ancien régime, l'intelligentsia apparaissait comme le principal garant de ces changements. Or, avec le temps, l'époque des « grands espoirs » cédait la place à toute une série de déceptions. La crise générale de notre société de « transition » touchait aussi l'intelligentsia. La présence publique de celle-ci est de plus en plus marquée par un désengagement des valeurs qu'elle est censée, de par sa vocation, véhiculer, défendre et développer. On peut observer, au cours des huit dernières années, comment l'intelligentsia se retire progressivement de la scène de la vie sociale active. La crise se manifeste à quelques niveaux dont le plus visible est celui de la politique, mais le plus profond est le niveau social (voir Tableaux 1, 2). L'intelligentsia connaît une dégradation progressive de son statut social, une baisse sensible du soutien public aux sphères de ses activités traditionnelles : (voir Tableau 3) ; elle court le risque de la disqualification professionnelle. Une partie de l'intelligentsia se voue à la politique et constitue ainsi le squelette des nouvelles formations démocratiques. Une autre partie, malgré son désir de rester dans la politique, s'en trouve finalement expulsée au cours du jeu politique libre et à la

recherche des identités politiques. Une troisième partie s'en retire toute seule, sa déception de la politique la faisant renoncer à l'activité sociale tout court. Plusieurs s'enferment dans le silence, se dépersonnalisent au point de devenir de vrais marginaux. Les réactions subjectives sont à ajouter aux raisons objectives, ce qui rend encore plus difficile l'explication de la nature et des racines de la crise.

1. Les aspects de la crise intellectuelle

Selon notre hypothèse, la crise que traverse l'intelligentsia lors de la transition vers la démocratie permet de voir et de lire en miroir la crise de toute la société postcommuniste. Les deux crises sont inséparables dans la mesure où la pensée de la société reflète la pensée sur la société et vice versa. Les intellectuels n'ont pas su se situer bien au sein de la société démocratique actuelle. Par ailleurs, la société démocratique en voie d'édification n'a pas su proposer le cadre nécessaire à l'activité des intellectuels. Ceux-ci sont appréhendés par le pouvoir, l'administration et les élites de parti plutôt comme des rivaux (qu'il faut bien remettre à leur place). Cette position traduit la crise du débat public et porte le risque d'une pensée unidimensionnelle.

La chute du communisme et l'instauration du pluralisme politique ont été suivis par un processus spontané de décomposition du champ intellectuel de solidarité qui s'était formé au cours des dernières années de l'ancien régime. L'union, basée sur l'aversion commune pour l'ordre totalitaire, n'a pas résisté à l'épreuve des idées différentes quant à la voie à suivre pour le développement démocratique du pays. Or, le désir de monopoliser la conception de la démocratie a eu pour conséquence de faire peser lourdement l'esprit politique et l'esprit de parti sur le champ intellectuel. La

vie intellectuelle s'est repliée dans des cercles limités qui, souvent, ne communiquent pas entre eux. Le dialogue a cédé la place à des monologues de plus en plus névrotiques. Mais les intellectuels qui s'étaient orientés vers la politique restaient insensibles à ce que l'on pourrait appeler les préalables à l'activité et à la vie intellectuelle. Occupant des positions fortes dans les structures du nouveau pouvoir (quelles que fussent ses couleurs), ces gens n'ont rien fait pour s'opposer à la dégradation abrupte de toute la sphère de l'Université, de la recherche et de la culture (voir Tableaux 3,4), autrement dit pour empêcher la décomposition de ce qui devrait être leur propre point de départ et de légitimation. Les passions de parti l'ont emporté sur les réflexes corporatistes.

L'inefficacité des intellectuels qui passèrent dans le champ de la politique sauta aux yeux dans les deux premières Assemblées nationales où ils furent largement représentés. Il n'est point besoin de s'étendre sur les atouts des intellectuels pour rationaliser les processus dans une société : problématiser la situation, situer les problèmes dans le contexte social organiser le débat public, passer au delà des apparences, dévoiler les contradictions, formuler les questions etc. En réalité, la présence des intellectuels sur la scène de la vie politique témoigne plutôt du refus à tous ces atouts. Les intellectuels qui se retrouvaient dans la politique et dans l'administration ne donnaient pas le ton dans le débat politique, ne proposaient pas des idées pour la « transition », n'essayaient pas de rationaliser les émotions collectives, les passions populaires. Tout au contraire, ils trouvèrent leur vocation à devenir les porte-parole et les leaders de ces passions quitte même à en tirer profit. Pour eux les foules manifestant sur les places étaient un public et les ovations qu'ils en soutiraient - un témoignage de reconnaissance intellectuelle. Se mettant au service de la rhétorique politique du moment, ils manquèrent l'occasion de devenir les

acteurs d'une nouvelle culture politique démocratique pour se cantonner en fait à l'intérieur de la *culture du ressentiment* dont les racines historiques chez nous sont profondes.

Il y a des raisons sérieuses qui nous portent à croire que le politique rend exsangue le champ intellectuel. Les intellectuels notoires deviennent propriétés politiques, argument électoral. Ils se greffent sur le modèle bipolaire et sur la logique manichéenne que celui-ci impose. Les intellectuels se sont avérés peu ou prou les otages de la situation politique, des partis politiques et des passions politiques. Ils se sont vu refuser ce que Doubrovka Ougrechitch appelait « *le point à partir duquel...* »². Il s'agit du refus du point à partir duquel ils puissent exprimer leur position. Ce point semble déterminé par les circonstances dont l'apparition est due en partie à eux-mêmes. Toutes les tentatives de dialogue, de consensus, d'accord national sur les grands principes du développement à suivre (du moins jusqu'à la grande crise de janvier 1997) se heurtaient aux accusations des dites « forces démocratiques » qui brandissaient l'épouvante de la nostalgie du passé, de la trahison et de l'eau versée dans le moulin d'autrui. De la même façon, toute critique à l'adresse de la politique des ex-communistes et du passé était qualifiée de revanchisme de « fascisme en bleu ». La loyauté envers les changements démocratiques s'est avérée le grand obstacle psychologique à la pensée critique et à la fonction critique de l'intellectuel.

2. L'intellectuel - un acteur réel et symbolique de l'action sociale

Les recherches bibliographiques que nous avons menées au cours de notre travail témoignent d'un pléthore surprenant de publications qui traitent des problèmes de l'intelligentsia et de l'intellectuel. Nos observations directes sur la télévision et la radio confirment ce constat. Un spectre assez

vaste d'intellectuels sont bien présentés dans les médias. Le tableau illustrant la fréquence des invitations qui leur sont adressées les place en deuxième position après les politiciens notoires et bien avant les personnages qui jouent un rôle clef dans la transition, tels les juristes, les économistes, les experts financiers, les syndicalistes... Comment expliquer cette contradiction ? D'une part, les intellectuels sont repoussés vers la périphérie de la société, d'autre part, la société leur témoigne une attention exceptionnelle.

Ce phénomène s'explique par le double statut des intellectuels, à la fois réel et symbolique. Il s'agit d'un problème réel, né avec la démocratie qui se pense elle-même. La démocratie fait apparaître un nouvel objet social, l'individu autonome et pensant, détenteur d'un savoir social ou de compétences communicatives efficaces. Aux problèmes réels s'ajoutent les aspirations du champ politique à utiliser les intellectuels et à en faire un argument électoral. La société civile naissante a cependant sa propre stratégie et d'autres arguments au sujet de l'« usage » de l'intellectuel ; elle l'investit de sens symbolique et y projette ses peurs et ses aspirations secrètes. L'attention prêtée à ce personnage vient répondre au choc, au heurt de la politique qui envahit les espaces publics, se soumet tout et s'avère autre chose que ce que l'on imaginait. De plus, tous les sujets politiques en exercice ou en puissance manquaient d'expérience et de savoir-faire et devaient en quelque sorte s'initier sur notre dos à l'art de gouverner. La société a besoin d'une figure qui est perçue comme relativement autonome et objective ; une figure à laquelle elle délègue son droit de *nommer* les choses sans égard aux consignes de parti. Le manque collectif d'autonomie engendre la figure symbolique qui déclenche les mécanismes de la compensation sociale. Ainsi la société veut-elle que les intellectuels soient

tels que le plus souvent eux-mêmes ne se permettent pas d'être. L'aspect symbolique du problème révèle plutôt une *possibilité réelle manquée*.

3. Les études sur les intellectuels en tant qu'énonciation d'une réalité intérieure

La question du caractère des textes consacrés aux problèmes de l'intelligentsia et de l'intellectuel mérite notre attention. Nous avons constaté l'absence d'études globales sur la situation après le 10 novembre 1989. Il manque des synthèses d'envergure. Les textes en question peuvent constituer quatre catégories: a) deux numéros thématiques de revues scientifiques consacrés à ce problème³; b) quelques dizaines d'articles d'une certaine longueur parus dans des périodiques scientifiques ou politiques⁴; c) une multitude d'articles et de répliques (le plus souvent polémiques et à une occasion concrète) dans la presse quotidienne; d) un grand nombre d'interviews avec des intellectuels sur les intellectuels. Tous ces articles et interviews pratiquent un style d'essai et sont fort émotionnels, c'est-à-dire écrits en quelque sorte « de l'intérieur ». Les événements et les faits sont toujours *re-dits* et *re-vécus*. Il s'agit d'exprimer une réalité intérieure, de décrire une chose familière, connue au point de se passer de la nécessité de l'« étudier ». Ces publications ne cherchent pas des réponses, des solutions ou même pas des explications : elles sont, dans la plupart des cas, une constatation émotionnelle de l'état des choses.

Un autre trait caractéristique, commun à cette production de textes, est la tendance des intellectuels à s'« autothématiser » et à avoir un regard critique sur l'objet d'étude. Dans la plupart des cas, il s'agit de textes écrits par les membres d'une corporation, autrement dit des individus que la société a reconnus comme intellectuels ou qui aspirent à ce statut. Cette

approche critique est particulièrement évidente chez les auteurs de la jeune génération qui cherchent à se libérer des « anciennes » autorités et qui nourrissent de fortes ambitions. D'où vient cet acharnement de l'intelligentsia à se dénigrer elle-même ? Ceci s'explique par le fait que la critique est très rarement l'expression d'une position autocritique. On critique les « autres », c.-à-d. le reste, ceux qui ont le dessus du moment, ceux qui ne sont pas des nôtres... Certaines parties de la branche règlent des comptes avec d'autres parties jetant ainsi de l'ombre sur l'ensemble de la branche.

Cette situation est particulièrement visible dans les interviews avec les intellectuels. Ces entretiens expriment très souvent un narcissisme et un individualisme, reproduisant la « solitude » à laquelle les avait voués l'ancien régime. Mais, d'autre part, ce sont les textes les plus significatifs et les plus riches pour notre étude, puisqu'ils traduisent les positions et les opinions personnelles de personnages intéressants qui se prêtent à un travail d'identification. Le caractère même de ces entretiens est inhabituel : de par leur forme, ils sont impensables dans la presse occidentale. Celle-ci s'adresse à un intellectuel pour s'entretenir avec lui sur une occasion concrète : commenter un événement social important, un produit intellectuel - une étude scientifique, un roman, un film et d'autres produits à valeur particulière qui proposent de nouvelles recherches, de nouvelles idées... L'entretien en tant que genre est pratiqué dans notre presse sous forme de *confession*. L'occasion, ici, est l'intellectuel lui-même, sans qu'on tienne compte de sa réalisation professionnelle et souvent sans qu'on en parle. Les entretiens montrent une préférence pour le récit personnel plutôt que pour une approche conceptuelle du problème. A très peu d'exceptions près, les personnes interviewées publient également leurs textes sur le problème. L'entretien en tant que genre prédomine parce qu'il est l'écho de l'état

d'esprit prépondérant : dans ce genre, l'initiative à « parler », à « penser » vient de l'extérieur (des journalistes, de ceux qui posent des questions). L'entretien reflète le manque aussi bien d'initiative que d'habitudes de travail et de réflexion. Il peut tout autant refléter l'absence de provocations importantes de la part du milieu, le manque d'intérêt aussi... Quand il y a de telles « commandes », comme c'est le cas des rubriques de Tontcho Gétchev dans le journal *24 heures* (« Confessions de lund » et « Passions bulgares ») et de Stefan Tsanev dans le journal *Standart* (« Lettres ouvertes »), on se trouve face à des faits très curieux qui incitent à la réflexion.

L'intelligentsia est appelée à jouer un rôle médiateur pour harmoniser les intérêts en société. Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une médiation entre le pouvoir et le peuple comme celle de l'ancienne intelligentsia russe à l'époque tsariste. Dans la société démocratique, ce rôle est assumé par les partis politiques. Cependant, parallèlement à la contribution à l'ennoblissement des mœurs politiques, on voit apparaître un immense domaine d'intérêts contradictoires qui n'est pas « couvert » politiquement. Il s'agit de la médiation entre l'universel et le national, entre les valeurs universelles et la tradition, entre les impératifs de l'adaptation et la nécessité de contre-adaptation. En retard dans leur développement et à mi-chemin sur la voie de l'identification et la réalisation nationale, les pays petits et périphériques comme la Bulgarie risquent de s'enliser à double titre dans le borbier, celui du nationalisme sauvage et de l'acculturation qui n'est pas moins destructive. Ce sont là des conséquences réelles, d'une part, du choc de l'ouverture et de la peur de changements et, d'autre part, du pragmatisme politique et de l'internationalisation inévitable de l'économie.

Les intellectuels, avec les fonctions que sont les leurs, sont les seuls à pouvoir atténuer cette confrontation, à se faire les porte-parole de l'univers

dans l'espace national et à exprimer les valeurs nationales dans l'espace européen unifié. La voie à suivre est celle que la sociologie appelle la production symbolique. Max Weber⁵ estime que les *besoins symboliques* de la société (aussi bien ceux qu'elle ressent tous les jours que ceux qu'elle formule de façon scientifique) ne sauraient être satisfaits d'aucune autre manière. La rationalisation des instruments de l'action sociale et de cette action elle-même ne se fait jamais uniquement en vue de l'efficacité et du changement des conditions matérielles de vie. Elle implique aussi la création d'un univers symbolique, l'ameublement de notre maison nationale avec des signes et des valeurs qui la rendraient habitable et confortable. Il ne s'agit pas là d'un but en soi : de cette façon le processus même de rationalisation se révèle dans sa légitimité, autrement dit il peut convaincre et emporter l'adhésion même lorsqu'il fait appel à certaines privations. Les nouvelles démocraties ont à créer un nouvel univers symbolique qui puisse remplir le vide laissé après l'écroulement de l'univers symbolique du communisme. Or, ce n'est pas chose facile à l'heure des difficultés actuelles. La tâche est rendue d'autant plus ardue du fait que la démocratie moderne est un gouvernement politique privé de passion⁶.

Le sort de notre nouvelle démocratie dépendra de celui de son intelligentsia. Nos observations et nos études constatent que la question reste en suspens. Est-ce que les intellectuels sauront sortir de l'hypnose du champ politique ? Est-ce que la société saura prendre conscience de l'importance de l'autonomie du champ intellectuel ? Le laissera-t-elle se structurer à part entière ? L'immaturation de la société bulgare d'aujourd'hui apparaît à travers son incapacité à se doter de l'intelligentsia qu'il lui faut pour relever les défis de l'époque et répondre aux exigences de son développement démocratique ; une intelligentsia capable de formuler les

problèmes de ce développement et de contribuer à définir les solutions prometteuses.

CHAPITRE I

LES PARAMÈTRES HISTORIQUES, CULTURELS ET THÉORIQUES DU PHÉNOMÈNE

1. De l'usage des notion

Nommer les choses dans l'univers social est une opération très importante. Le choix de telle ou telle notion n'est jamais arbitraire ; il a ses raisons et, ce qui plus est, ses conséquences. Les grands changements politiques et sociaux entraînent naturellement aussi un changement de vocabulaire. L'usage croissant ou décroissant de telle ou telle notion est le signe certain de changement, sinon de la réalité, du moins de la façon de penser celle-ci.

Pour ce qui est de la présente étude, nous nous trouvons face à trois notions qui désignent son objet : l'intelligentsia, l'intellectuel, l'élite (les élites). Les trois catégories s'y rapportent, mais de manière différente. Elles ne le couvrent pas entièrement. Mais l'essentiel est que l'utilisation de ces trois catégories ne révèle rien d'autre que ce que l'usager y entend, sans aucune garantie que le sens que l'on y met correspond à la réalité. L'analyse des publications dans le journal *Douma*, l'organe du Parti socialiste bulgare (PSB), montre qu'ici la catégorie préférée est celle de l'intelligentsia. Les analyses des publications du journal *Démocratie*, l'organe de l'Union des Forces démocratiques (UFD) indiquent une nette prépondérance de la notion d'intellectuel. Si l'on revient en arrière, à l'époque communiste, on constate que dans la presse et, fait encore plus significatif, dans le Dictionnaire encyclopédique⁷, une édition de l'Académie Bulgare des Sciences, deux des notions - l'intellectuel et l'élite - sont tout simplement absentes. Ceci signifie que du point de vue de la pensée et du discours officiels ces notions

étaient illégitimes, voire inexistantes. L'absence de ces mots signifie l'absence d'objets à nommer. Cet exemple du passé, tout comme ceux d'aujourd'hui, suscitent la même question : à quel point pouvons-nous saisir bien la nature de notre vie intellectuelle⁸ à l'aide de notions provenant de l'« extérieur » ?

L'usage traditionnel le plus long chez nous revient à la notion d'*intelligentsia*. Elle est introduite en Bulgarie à la fin du XIX^e s. et au début du XX^e s. par les nombreux élèves des hautes écoles russes et elle traduit l'influence russe dans toutes les sphères. Sous l'influence des populistes russes et, plus tard, de la social-démocratie, en Bulgarie voient le jour des publications (du domaine du journalisme) qui argumentent sur le « devoir envers le peuple » et sur le pouvoir « aliéné, insensible et corrompu ». Or, avec le temps, ces états d'esprit, importés dans une large mesure, s'éteignent. Les différences essentielles apparaissent. L'*intelligentsia* bulgare n'est pas corporatiste ; le plus souvent elle provient des couches sociales inférieures et son problème est moins de « descendre » auprès du peuple que de s'en « affranchi » afin de se constituer en corps autonome. Par ailleurs, les faits montrent qu'elle est moins hostile au pouvoir qu'elle n'en dépend au point d'assurer sa survie par la nécessité de « servir ».

2. La métamorphose de l'intelligentsia socialiste

La Révolution d'Octobre supprime l'*intelligentsia* russe de la scène sociale. Dépersonnalisés, anéantis ou bien réduits en simples propagandistes de parti, les représentants de l'*intelligentsia* perdent la communauté qui les avait définis à partir de certaines qualités morales. L'époque soviétique limite la notion d'*intelligentsia* à sa simple dimension sociologique : le niveau d'instruction et la caractéristique professionnelle. La notion,

définitivement vidée de son vrai contenu historique, n'est plus rien qu'une coquille vide. Après l'établissement du régime communiste en septembre 1944, en Bulgarie aussi la notion d'intelligentsia finira par coïncider avec sa dimension statistico-sociologique. Voici la définition que nous propose l'Encyclopédie académique en question : « *L'intelligentsia est une couche sociale comprenant les hommes du travail intellectuel : ingénieurs, médecins, enseignants, chercheurs, artistes etc. Elle est le produit de la division sociale du travail intellectuel et du travail manuel. En tant que couche sociale, elle apparaît dans la société esclavagiste et dans la société féodale, mais elle atteint son plus important développement dans la société capitaliste. N'ayant pas de place autonome dans la production sociale, elle ne saurait se constituer en classe à part. Le progrès scientifico-technique accroît ses effectifs et son poids dans la société (notamment celui de l'intelligentsia scientifique). Après la victoire de la révolution socialiste, la classe ouvrière utilise l'ancienne intelligentsia et en forme une nouvelle, qui participe activement à l'édification de la société socialiste. Au cours de la construction du communisme et avec l'étiollement des différences notables entre le travail intellectuel et le travail manuel, le niveau culturel et technique de tous les ouvriers et de tous les paysans atteint celui de l'intelligentsia* »⁹.

La nouvelle intelligentsia socialiste est vouée à produire un pseudo-réel qui serve à légitimer le régime ; des définitions comme celle que nous venons de citer appartiennent sans doute à ce pseudo-réel. Malgré tous ses efforts, le pouvoir communiste ne réussit pas à dépersonnaliser, autant qu'il le voudrait, les hommes de science et de culture. Les milieux de ceux-ci commencent à cultiver un esprit d'opposition interne à l'égard du pouvoir extérieur et contraignant. Or, cet état d'esprit s'exprime ouvertement dans de très rares cas ; ces hommes recourent à un discours littéraire méta-

critique, qui, pour n'être pas toujours compris par le grand public, n'en est pas moins bien déchiffré par le pouvoir. La montée de cet esprit « littéraire » d'opposition au cours des années 70 et 80 pousse les idéologues du Parti à lancer une notion qui reconnaît le statut spécifique d'une partie de la dite *intelligentsia* socialiste. La notion d'*intelligentsia artistique et créative* vient constater l'importance de cette couche pour la formation de l'état d'esprit social et, dans le même temps, elle propose de nouvelles stratégies en vue de sa neutralisation. A travers la manière dont on pratique l'esprit littéraire d'opposition, il est aisé de reconnaître, ressuscités, certains traits de l'archétype classique de l'*intelligentsia* russe. Dans le même temps, ces traits revêtent des formes qui évoquent plutôt le comportement des intellectuels européens des années 50.

L'écroulement du communisme et les changements démocratiques qui s'ensuivirent renforcèrent les confusions autour de l'usage de cette notion. D'une part, celle-ci fut réanimée et trouva une large place dans les débats politiques quotidiens ; d'autre part, on mettait en question l'existence même de cette notion. Selon une des thèses, l'*intelligentsia* socialiste, en soutenant la « révolution de velours », reproduisait le geste suicidaire de l'*intelligentsia* russe qui avait préparé la Révolution d'Octobre¹⁰. La thèse de la « fin de l'*intelligentsia* » vise de toute évidence la fin de la couche qu'on nommait « l'*intelligentsia* artistique et créative ». Cette notion a réellement disparu, les formes qui la justifiaient ayant perdu leur fonctionnalité. Le pluralisme politique a rendu inopportune l'« opposition littéraire » et la production du pseudo-réel cesse d'être une occupation lucrative. A cet égard, on peut dire que la notion d'*intelligentsia* rejoint le cadre de son usage sociologique.

3. La difficile naissance de l'intellectuel démocratique

La notion d'*intellectuel*, même si elle apparaissait sporadiquement dans l'usage quotidien, n'avait presque pas de sens opérationnel aussi bien au cours des années qui précédaient le communisme qu'à l'époque communiste. Après la chute du Mur de Berlin et la distanciation spontanée par rapport à la notion d' *intelligentsia*, les hommes de la sphère intellectuelle (chercheurs, professeurs d'université et littéraires) commençaient à s'appeler des intellectuels. Se rebaptiser massivement était parfaitement dans l'air du temps, tout comme les partis qui changeaient de nom et les personnes qui réécrivaient les biographies. Du jour au lendemain, le Parti communiste bulgare mue en Parti socialiste bulgare, tout comme le représentant de l'intelligentsia socialiste se couche tel le soir pour se réveiller intellectuel le matin. Il s'agit d'un geste rituel de rupture symbolique avec le passé, mais aussi d'un désir d'une vie nouvelle, d'un tremplin vers une nouvelle réalisation sociale.

Cette notion est importée chez nous avec ses connotations occidentales et se désigne en quelque sorte elle-même. C'est ainsi qu'entre en action le mécanisme sémiotique bien connu du vol de sens. L'utilisation de la notion est une indulgence d' « état d'esprit démocratique », après laquelle on reçoit la clef de ses significations. D'où le grand nombre de personnes qui se prennent elles-mêmes pour des « intellectuels » et pour qui la notion remplace ce qu'elle vient exprimer. Celui qui observe la vie sociale ne manque pas de constater le nombre considérable de personnes qui s'identifient (se désignent ou se font désigner) comme des intellectuels. A l'évidence, l'usage indique une notion fétiche qui ne couvre pas un contenu adéquat. Ce qui signifie non pas qu'en Bulgarie il n'y a pas d'intellectuels, mais que tel n'est pas nécessairement celui qui se nomme ainsi.

4. De la nomenklatura socialiste aux élites démocratiques

La notion d' *élite(s)*, même si elle entre, les années 40, dans le vocabulaire politique d'un petit groupe de militaires supérieurs et de technocrates, réunis dans le dit cercle « Zveno » (« maillon »), n'a guère de tradition. Pendant l'avant-guerre, elle traduit des tendances autoritaires croissantes, sous l'influence allemande et italienne, à la déception de l'activité des partis politiques traditionnel ; elle exprime aussi les ambitions d'une modernisation intensifiée. Or, ces états d'esprit ont un faible écho dans la société bulgare.

Pendant l'époque communiste, la notion est rattachée de façon erronée, ou plutôt tendancieuse, aux mouvances élitistes, c'est-à-dire aristocratiques, à l'opposé des masses et de l'esprit démocratique. En cette qualité, la notion fait l'objet d'une violente critique et d'un rejet. Or, la pratique révèle autre chose, à savoir l'existence d'élites dont l'essence ne change pas du fait d'être nommées autrement : officiellement, ce sont des *cadres*, officieusement c'est la *nomenklatura*. Il s'agit de très petits groupes de personnes qui ont un grand pouvoir de décision. La nomenklatura supérieure comprend de différents personnages où une place centrale est réservée aux grandes familles communistes et aux clans qui leur sont liés. Ce sont des communistes de quelques générations, des émigrés en URSS, des participants à la résistance antifasciste. On peut considérer de façon conventionnelle que ces groupes constituent les notables du régime, l'aristocratie du parti, dont les positions ne dépendent pas en principe des changements d'opportunité au sein du gouvernement. Ils sont toujours au pouvoir qu'ils cherchent à transformer en pouvoir héréditaire. Or, les cadres administratifs supérieurs font également partie des élites : c'est la soi-disant nomenklatura moyenne - économique ou financière. Il faut, certes, y ajouter des parties de l' « intelligentsia artistique et créative ».

Avec la chute du système communiste on voit disparaître, dans toutes ses divisions, la nomenklatura du parti. Une partie d'elle (les cadres économiques, financiers et commerciaux de niveau moyen) réussit à se reconverter dans les nouvelles conditions et se dirige vers d'autres formes d'influence. La seule partie des anciennes élites, qui survit dans ses formes du passé, comprend les créateurs et les chercheurs de notoriété. Ceux-ci transfèrent en quelque sorte leur privilège en y ajoutant leurs actifs de partisans du changement.

Après le 10 novembre 1989, de nouvelles conditions apparaissent en vue de changements intenses dans la structure de la société bulgare. On assiste à l'émergence de nouveaux groupes et catégories, de nouvelles professions. Les nouvelles élites sont composées des nouveaux politiciens, des hauts fonctionnaires, de l'administration, des hommes d'affaires, des financiers, des représentants des nouvelles professions libérales. Chacune de ces élites possède son propre capital - économique, social, intellectuel, symbolique - le capital provenant des relations et des contacts. Ce capital s'est avéré décisif pour la transformation réussie de la nomenklatura communiste moyenne du domaine de l'industrie, des finances ou du commerce extérieur en une nouvelle élite économique... Ces élites prennent de plus en plus de poids, à l'encontre des priorités traditionnelles de l'Etat. Le conflit entre le gouvernement actuel de l'Union des forces démocratiques et « Multigroup » au sujet de la fourniture du gaz russe en sont la preuve la plus récente et la plus cuisante.

Un colloque international s'est tenu à Blagoevgrad (29-30 mai 1992) dont le thème était : « Les nouvelles élites. La stratification sociale et la mobilité sociale au cours des révolutions contre les nomenclatures ». Quelques publications intéressantes ont paru : deux numéros thématiques de

la revue *Izbor* et de la revue *Sophilos*. Elles ont été suivies par d'autres publications, moins importantes, dans la presse quotidienne ¹¹. Cependant, ces initiatives utiles ne trouvent pas l'écho nécessaire, ne suscitent pas de recherches sérieuses et s'avèrent des phénomènes isolés. Ceci est dû en partie à la démarche des organisateurs et des auteurs de ces initiatives qui suivent l'inertie de nos représentations traditionnelles. Dans la plupart des cas, il y avait la tendance à réduire la notion d'élite(s) à la nouvelle classe politique et à l'intelligentsia, considérées à part et ensemble comme les ingrédients de l'opposition sociale de base.

Dans les pays occidentaux qui ont connu un développement historique normal, prédominent les élites traditionnelles, liées à l'aristocratie, le patrimoine, l'administration, la grande bourgeoisie, l'économie ¹². Les intellectuels représentent une élite relativement récente, qui a eu sa légitimité sociale à peine à la fin du XIX^e s. Chez nous, par contre, en raison de notre développement retardé, puis accéléré, dès l'époque de l'Eveil national, et, plus tard, à l'époque de l'autonomie nationale et de la création du nouveau Etat bulgare, au bout d'une rupture de cinq siècles, l'intelligentsia était la seule à préserver la « noblesse » de la tradition et cela lui a valu un poids considérable dans les affaires publiques. La situation se reproduit aussi après le changement du 10 novembre 1989. Les intellectuels qui ont survécu aux vicissitudes de l'histoire représentent une élite qui précède toutes les autres élites nouveau nées. De plus, les nouveaux hommes politiques naissent dans ce milieu et il leur a fallu, au cours de l'évolution des processus dans le pays, s'en démarquer, s'imposer eux-mêmes et s'émanciper par rapport au champ intellectuel. Ce fait est devenu un facteur de rivalité croissante entre eux.

On peut cependant considérer que la tendance actuelle à la diversité et au pluralisme des élites s'impose petit à petit chez nous aussi. Il s'agit d'un phénomène pluriel dont l'analyse rend nécessaire la notion même d'élite(s). On peut remarquer aussi les symptômes de ce qui se produit en Europe au commencement du XX^e s., à savoir le passage vers un nouveau modèle de leadership dans la société, différent du modèle classique de type marxiste et de classe. La tendance au « passage d'une classe dirigeante vers une classe dominante » s'impose¹³. La société commence à être dominée par les modèles de culture, de consommation et de divertissement imposés dans les médias.

CHAPITRE II

LES INTELLECTUELS BULGARES ET LE PROCESSUS DE CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE (LES RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE)

Le chapitre précédent laisse entendre que les problèmes de l'« ancienne » intelligentsia et des « nouvelles » élites restent en dehors de notre attention. Cette mise au point ne dissipe pourtant pas toutes les nébulosités. En voici un exemple. A la veille des élections présidentielles de janvier 1992, le journal *Democratie* annonce triomphalement que « plus de 1000 intellectuels » ont signé l'appel « Démocratie ou communisme » et qu'ils soutiennent le candidat de l'Union des forces démocratiques (UFD) Jélu Jélev¹⁴. Récemment, l'écrivain Stanislav Stratiev s'est exprimé, au cours d'un entretien, au sujet des intellectuels : « Il n'y en a pas ; il n'y a qu'une dizaine de personnes que je ne nommerai pas, afin que chacun s'imagine qu'il figure sur ma liste »¹⁵. Ce n'est pas un simple point de vue personnel ! Face au contenu flou et à l'ampleur de l'usage, la notion risque de perdre ses contours entre ces deux pôles. Tant qu'on n'aura pas adopté une définition de travail de la notion d'« intellectue », on risque de multiplier les malentendus au lieu de jeter une lumière sur la situation.. Située dans le sillage d'une immense littérature sur la question, notre définition ne prétend pas à la découverte ; elle tente plutôt de prendre en considération quelques spécificités nationales et de se démarquer de l'opinion communément admise selon laquelle le niveau d'instruction et la caractéristique professionnelle, épicés à l'anticommunisme tapageur (le plus souvent anachronique) ou à une forte dose d'utopie sociale, suffisent pour accéder au statut d'intellectuel. Il convient, conformément aux sciences

sociales d'aujourd'hui, de chercher à définir l'intellectuel surtout par rapport à ses fonctions sociales.

1. Le choix d'un objet représentatif d'étude

Nous considérons comme intellectuel celui dont la présence dans l'espace public est sensible. L'intellectuel jouit d'une bonne reconnaissance et d'un prestige dans son domaine professionnel. C'est ce qui lui permet d'avoir accès à la tribune sociale, de se faire « entendre ». Mais c'est à lui de prendre l'initiative pour réaliser cette possibilité. Ce qui veut dire qu'il ne devrait pas se limiter à son domaine et rester observateur passif des processus sociaux. L'intellectuel ne reste pas en dehors de la vie politique ; ses actions ne sont cependant pas politiques. Il parle au nom de certaines valeurs communes, il s'adresse aux autres pour faire part d'une vision des choses, d'une philosophie ou d'un jugement. Il intervient, en règle générale, contre l'esprit d'orthodoxie et de dogmatisme, contre les psychoses de masse et contre la loyauté érigée en qualité suprême. Dans nos conditions, importe que l'intellectuel possède des qualités qui lui permettent d'être un agent actif qui rationalise les processus de la « transition », qui cherche à établir une harmonie là où les intérêts s'opposent, qui rend meilleure la communication sociale.

Il y a, dans notre pays, un nombre non-négligeable d'hommes cultivés et intelligents, de droiture morale et d'esprit critique, non-conformistes et dignes dans leur comportement civique. Seulement, ils ne manifestent leurs qualités qu'auprès de leurs proches, alors qu'aux yeux de l'opinion publique ils ne peuvent susciter que des conjectures. Ces hommes, repliés sur eux-mêmes ou sur leur milieu limité, possèdent virtuellement les fonctions de l'intellectuel et plusieurs d'entre eux pourraient sortir sur la scène publique à la suite d'une imprévisible poussée des événements. Pour l'instant

cependant, ces hommes restent en dehors de notre champ d'étude car, malgré l'autorité dont ils jouissent dans leur domaine professionnel, ils sont absents de l'espace public. Ces hommes appartiennent le plus souvent aux milieux universitaires, aux maisons d'édition qui publient des ouvrages scientifiques, aux cercles littéraires, aux centres de recherche, aux organisations non-gouvernementales.

Il est une autre catégorie d'hommes qui ont une présence publique et une position clairement définie, qui sont engagés dans le débat public, participent et organisent des discussions actuelles et qui pourtant n'entrent pas, eux non plus, dans notre champ d'étude. Quand ce ne sont pas simplement des bruits parasites qui s'ajoutent à la pollution de l'espace public, il s'agit de représentants des jeunes générations qui entrent dans la vie sociale après le changement démocratique et n'ont pas eu le temps de se faire une biographie professionnelle. Ils « parlent », mais ne jouissent pas encore de l'« écoute » nécessaire. Ils n'ont pas encore accumulé le capital symbolique qui leur permettrait de parler au nom de valeurs qui ont fait leurs preuves et qui ont une dimension universelle. Ils sont souvent les porte-parole convainquants de certains intérêts particuliers. On peut trouver ces hommes dans quelques cercles littéraires, dans les centres d'enquêtes sociologiques, dans les rédactions des publications à caractère politique et dans les médias. Ils seront les futurs intellectuels publics, s'ils parviennent à éviter les nombreux pièges du politique ou du marché. Toutes ces conditions préalables rétrécissent le champ de nos observations, mais garantissent un objet d'étude relativement homogène, celui de l'intellectuel public qui est en mesure d'exercer une influence sur la société.

Comment avons-nous fait notre choix ? En recherchant le point d'intersection entre deux caractéristiques : la hiérarchie existante des personnages dans les sphères professionnelles respectives et leur présence

notable dans l'espace public. Nous appréhendons cette présence à partir d'un principe que l'on pourrait formuler ainsi : « la société leur pose des questions », « la société veut savoir ce qu'ils en pensent ». Nous avons exclu de notre champ d'observation des personnes dont on recherche l'avis, mais qui en principe refusent de donner des interviews (tel Issac Passy, professeur d'université qui jouit d'une grande notoriété). Ainsi notre sélection a-t-elle été faite sur la base de la présence dans les médias, notamment les interviews et les articles des quotidiens et des hebdomadaires de qualité. Notre sélection porte sur 50 noms. Tous ne répondent pas rigoureusement à la définition de la notion d' « intellectue » que nous avons proposée, mais n'oublions pas que toute définition est maximaliste. Dans tous les cas ces personnes répondent à une grande partie des exigences. La question des *valeurs* qu'ils véhiculent reste pourtant ouverte. Etant donné la nature de leur intervention politique, il ne s'agit manifestement pas des mêmes valeurs. Certains pensent que l'intellectuel est toujours « à gauche ». D'autres estiment que la condition principale est qu'il soutienne ce qui est « progressiste » et qu'il soit « démocrate ». Selon d'autres encore, l'intellectuel se définit par son opposition à tout pouvoir. Pour l'instant nous ne tiendrons pas compte du caractère des valeurs véhiculées.

Nous tenons à mettre en garde contre toute simplification qui verrait dans cette liste celle de **tous** les intellectuels bulgares. Personne n'est à exclure à priori. Mais la liste approximative plus exhaustive, s'il faudrait en indiquer une, le champ intellectuel étant en dynamisme permanent (certaines des personnes que nous avons incluses sont entre-temps exclues), ne saurait être rallongée de plus de quelques fois.

On peut, dans d'autres cas, constater un autre écart de la définition de travail que nous avons adoptée. Il s'agit d'un critère qui aujourd'hui paraît difficile à tenir chez nous : la non-affiliation aux forces politiques et à leur

politique du moment. Dans une certaine mesure, presque tous les intellectuels sélectionnés sont atteints par la politique ; parfois au sens fort du mot : la participation à la vie politique est considérée comme une question de devoir social dont il faut s'acquitter maintenant ; parfois, selon la logique d'une définition négative, la politique les fait renoncer à elle. De ce point de vue, les intellectuels, qui se trouvent au centre de notre attention, peuvent être groupés selon deux types de comportement : ceux, dont l'attitude est marquée par un haut degré de participation à la politique courante, et ceux qui ne sont pas liés à un parti, qui ont leurs préférences politiques, mais dont l'attitude témoigne à la fois d'un attachement et d'une distance. Nous avons ainsi obtenu trois groupes au nombre à peu près éga^{*} :

(1) Des intellectuels liés politiquement à l'Union des forces démocratiques

Blaga Dimitrova, Radoï Raline, Ivan Radoev, Vera Moutaftchieva, Elka Konstantinova, Konstantine Pavlov, Stefan Tsanev, Guéorgui Danaïlov, Dimitar Koroudgiev, Alexandre Tomov, Entcho Moutafov, Christo Kaltchev, Vlado Daverov, Alexandre Yordanov, Edvine Sougarev, Roumen Léonidov, Alexandre Kiossev, Ani Ilkov.

(2) Des intellectuels liés politiquement au Parti socialiste bulgare

Bogomil Rainov, Nikolai Haïtov, Alexandre Guérov, Valéry Petrov, Christo Ganey, Pavel Matev, Guéorgui Djagarov, Stefan Prodev, Slav Chr. Karaslavov, Damian P. Damianov, Lubomir Levtchev, Kolio Guéorguiev, Guéorgui Konstantinov, Miriana Bacheva.

(3) Des intellectuels non-alignés à un parti

Ranguel Valtchanov, Tontcho Gétchev, Yordan Raditchkov, Guentcho Stoev, Nikolai Guentchev, Marko Gantchev, Christo Forev, Guéorgui Michev, Michail

* L'ordre des noms est établi à partir de leur date de naissance.

Nedeltchev, Guéorgui Dulguérov, Yanko Stanoev, Svetlozar Igov, Nikolai Volev, Kiril Kadiiski, Ivaïlo Ditchev, Vladislav Todorov, Zlatomir Zlatanov.

Après avoir résolu le problème du principe de sélection des noms, nous avons à faire face au problème suivant, celui de la forme de l'enquête. Il nous fallait choisir la formule la plus efficace. Nous avons préparé une carte d'enquête contenant 14 questions, chacune proposant une échelle détaillée de réponses. Deux formes possibles étaient discutées : une enquête ouverte, sous la forme d'entretien, ou bien une enquête écrite, garantissant l'anonymat. Il était difficile de parvenir à un accord ; dans certains cas, les personnes contactées avaient des doutes quant aux objectifs de l'étude et l'usage que l'on ferait de ses résultats. Il faut avoir en vue le fait qu'une grande partie des personnes sélectionnées se considèrent comme des unités trop autonomes pour participer à des entreprises communes. Les réserves émises étaient de deux sortes : sous la forme de l'enquête anonyme, la position personnelle se perd, tandis que l'enquête-entretien recèle le risque de simplifier leur position ou bien d'exposer trop aux yeux du public les attachements politiques que la plupart préfèrent ne pas exprimer de la sorte.

Toutes ces difficultés et réticences nous ont fait opter pour une autre manière de procéder : la forme de *l'enquête indirecte*. Tout en conservant la carte d'enquête que nous avons préparée, nous avons décidé de nous adresser non pas directement aux personnes, mais de nous tourner vers ce qu'elles avaient déjà dit et exprimé. Nous avons pris pour base les interviews que chacun d'eux avait accordées à plusieurs reprises dans la presse quotidienne et dans lesquelles les questions posées portaient en principe sur les problèmes que traite notre étude. Une partie des personnes sélectionnées sont présentes dans l'espace public et en leur qualité de *publicistes* leurs articles constituaient une réserve supplémentaire à interroger.

Le questionnaire contient 14 questions. Afin de ne pas enclorre l'étude dans quelque opposition habituelle, nous avons préféré proposer une riche échelle de réponses variables. Ceci rend l'analyse précise et subtile, mais pose des problèmes lors du traitement des données et lors de l'analyse comparée entre les groupes d'intellectuels parce que les nuances dans les réponses entraînent une moindre distinction.

Voici le *questionnaire*, sans l'ensemble de variables :

1. Date et lieu de naissance.
2. Type de production intellectuelle.
3. Carrière avant le 10 novembre 1989.
4. Carrière après le 10 novembre 1989.
5. Le type de relations avec le régime communiste.
6. Définir la forme politique de gouvernement après le changement.
7. Qu'apporte aux intellectuels le changement politique ?
8. Quelle est votre attitude personnelle envers la politique ?
9. Que désapprouvez-vous en politique ?
10. Quelles sont les causes de la crise grave que traverse la société bulgare d'aujourd'hui ?
11. Comment pourriez-vous formuler la fonction sociale de l'intellectuel ?
12. Quelles sont les valeurs principales au nom desquelles parle l'intellectuel ?
13. Quelles sont les raisons de la crise que connaît aujourd'hui la culture bulgare ?
14. L'occasion et l'objet de l'entretien.

Faute de place, la brève présentation de l'analyse des résultats obtenus se limitera aux questions 1, 2, 3, 4, 6, 10, 12, et 14. L'ensemble de l'analyse sera proposée ultérieurement sous la forme d'une monographie en prolongement du présent rapport.

2. L'âge et l'orientation politique : les différences de génération

Les données fournies en réponse à la question N° 1 sur la date et le lieu de naissance (voir Tableau 5) nous permettent d'établir un certain lien entre l'âge des intellectuels et leur orientation politique, de même qu'entre l'orientation politique et le lieu de naissance, celui-ci considéré en tant que milieu culturel et en partie comme origine sociale. Pour définir le lieu de naissance, nous avons choisi l'échelle suivante : Sofia (la capitale), ville départementale, petite ville et village. Quant à l'âge, nous avons calculé l'âge moyen des intellectuels de chaque groupe. Cet indice peut se combiner bien avec une répartition par *génération*. On peut distinguer ainsi trois vagues de génération :

- a) La génération des personnes nées entre 1915 - 1930 que les grands événements du XX^e s. - l'ascension de l'idée communiste, la guerre, la Résistance et l'instauration du régime communiste - trouvent en âge actif au point de les y entraîner et d'en faire les principaux acteurs historiques.
- b) La génération des personnes nées entre 1935 - 1950, qui se sont formées pendant les années les plus noires du régime communiste, qui avaient subi une propagande massive et souvent des répressions. Ces personnes s'imprègnent génétiquement de la peur du temps, mais, par ailleurs, acquièrent une immunité contre les illusions de l'idéologie. A la différence de la génération précédente, celle-ci subit passivement ; elle maîtrise bien l'art de l'adaptation et de la résistance passive.
- c) La génération des personnes nées entre 1955 - 1970, dont la vie active commence pendant une période de stagnation et de recul de l'idéologie communiste : l'agressivité idéologique du régime s'émousse, le seuil de tolérance monte, une certaine ouverture vers la culture de l'Occident se fait sentir. Ce n'est pas une génération de partisans actifs, ni de victimes passives ; elle se situe tout simplement en dehors des règles du jeu. En partie résignée, en partie « perdue », elle considère le régime comme une réalité profondément archaïque.

L'enquête permet de constater avec certitude quelle est la génération qui prédomine dans chaque groupe. Il est cependant difficile de trouver une base de comparaison entre les comportements de ces générations puisqu'elles se sont développées et ont agi dans des contextes très différents et se montrent, dans la situation d'aujourd'hui, excédés à des degrés différents. Le groupe d'intellectuels liés au Parti socialiste bulgare présente un haut degré de vieillissement. Sur le plan quantitatif, c'est la génération 1915 - 1930 qui prédomine. Il n'y a pas un seul représentant de la génération de 1955 - 1970. Leur position n'est manifestement pas très attrayante et n'offre pas de perspectives aux intellectuels plus jeunes. Plusieurs des représentants de ce groupe vivent un échec existentiel sans vouloir ou pouvoir en nommer les véritables causes. Le changement a vidé leur vie de tout sens.

L'âge moyen des intellectuels du groupe lié à l'Union des forces démocratiques est inférieur de plus de 11 ans. A l'évidence, une grande partie des jeunes intellectuels bulgares lie leur avenir aux valeurs soutenues par cette formation. Ici, les représentants de la génération 1955 - 1970 constituent 27.7%. L'âge moyen du groupe des intellectuels non-alignés est proche de ceux qui sont liés à l'Union des forces démocratiques. La génération née entre 1955 et 1970 est présentée par 17.7%. La génération prépondérante est celle de 1935 - 1950 : 64.7%. On peut en déduire que c'est le groupe de la génération moyenne, des spécialistes confirmés qui ont confiance en eux-mêmes et tendent à être autonomes. L'âge moyen global des trois groupes est assez élevé - 61.3 ans, autrement dit, dans son ensemble, notre élite intellectuelle ne se renouvelle pas avec suffisamment de dynamisme, du moins dans cette partie représentative.

Les données relatives au lieu de naissance indiquent que les intellectuels du groupe lié à l'UFD sont, davantage que les autres, attachés à

la culture urbaine : 9 personnes (50%) sont nées à Sofia et 3 personnes (16.6%) sont nées dans une ville départementale, ce qui représente au total 66.6%. Tout de même, dans ce groupe aussi, ceux qui sont nés à la campagne (27.7%) ou dans une petite ville constituent un tiers de l'ensemble. C'est dans le groupe des intellectuels non-alignés que l'on trouve le plus grand nombre d'hommes d'origine paysanne : 10 personnes ou 58.8%. Ce fait détermine dans une très large mesure leur orientation axiologique : ils sont plus attachés aux valeurs « nationales » et aux valeurs traditionnelles. Ils sont assez conformes à la caractéristique que fait Gramsci de ces intellectuels « traditionnels » ou, comme il les appelle encore, « paysans »¹⁶. Or, on constate avec surprise, toujours parmi ces intellectuels, les positions postmodernes les plus nettes. Il s'agit d'une contradiction apparente, liée aux différences de génération au sein du même type de réactions - la peur et la méconnaissance du rationalisme de la culture classique et de la culture moderne. Cependant, on peut constater chez les trois groupes une homogénéité sociale relative qui s'établissait durablement pendant l'époque communiste. Les attachements à « gauche » ou à « droite » ne se laissent pas identifier à partir des indices sociaux.

3. Genres et messages

Par la question au sujet du type de la production intellectuelle, nous cherchons à établir quelle est la forme d'expression prépondérante et, par là, quel est le type de la figure intellectuelle qui assume les attentes et les symbolisations sociales. En proposant l'échelle des réponses possibles, nous partions des profils des individus déjà sélectionnés (voir Tableau 6). Mais le dit « cumul des genres » s'est avéré une difficulté supplémentaire. Une grande partie des intellectuels de l'ensemble étudié se manifestent dans quelques domaines à la fois. C'est un phénomène que le monde des

intellectuels n'ignore pas, mais dans notre cas il est très répandu. Très souvent, le même individu apparaît comme poète et auteur dramatique ou cinématographique, comme poète et romancier, comme romancier et chercheur, historien de la littérature, critique littéraire et publiciste etc. Aussi avons-nous décidé de prendre statistiquement en considération toute la gamme de manifestations, sans chercher à savoir quel est le domaine prioritaire de réalisation de l'auteur en question et sans l'interroger là-dessus. Ceci explique pourquoi les pourcentages relatifs au caractère de la production intellectuelle dépassent 100.

Le Tableau 6 montre une très nette suprématie de la poésie et de la figure du poète dans les groupes d'intellectuels liés au PSB et à l'UF : respectivement 60% et 50%. C'est une tradition qui remonte à l'époque de l'Eveil national et qui mythifie quelque peu la figure du poète (Botev et Vazov nourrissent ce mythe) en tant que guide du peuple, tribun et combattant, porte-parole de la quintessence de l'esprit « du peuple ». Il est propre à la poésie de donner une dimension émotionnelle et de cultiver une perception spontanée des événements. C'est précisément cette nature de l'engagement qui explique le nombre important de poètes dans les groupes d'intellectuels liés aux deux pôles politiques. La baisse du pourcentage des poètes dans le groupe des intellectuels non-alignés témoigne d'un refroidissement « idéologique » et d'un moindre degré d' « engagement ». Cependant, dans l'ensemble des trois catégories que nous avons étudiées, les poètes tiennent sans conteste la première place avec 44%.

Une autre constatation qui frappe quand on observe les résultats, c'est le pourcentage très bas de représentants des sciences sociales. Ceci est d'autant plus surprenant quand on pense à la gigantesque transformation sociale que nous vivons actuellement et qui exige un très grand effort de réflexion pour trouver les meilleures solutions, pour créer une nouvelle base

de documents normatifs. Les figures du sociologue, du philosophe, du penseur politique sont absentes.

Dans le groupe d'intellectuels liés à l'UFD et dans celui des non-alignés, le pourcentage de ceux qui pratiquent le journalisme est assez élevé, ce qui n'a rien d'étonnant : respectivement 44.4% et 35.3%. Ce pourcentage vient en deuxième position dans l'ensemble de la catégorie observée - 34%. Le résultat est naturel pour autant qu'il reflète la passion pour la polémique dans une société de transition. La figure du publiciste apparaît comme médiane entre le poète et le politicien ; elle emprunte à celui-là ses moyens d'expression tout en partageant les objectifs de celui-ci. Cette activité est d'habitude le fait des littérateurs. Si nous faisons la somme des pourcentages de la poésie, de la prose et des écrits journalistiques pour tout l'ensemble, le total indiquera la très nette suprématie - plus de deux tiers - de la figure du littérateur.

4. Genres et carrières: l'intrication du champ politique et d **champ intellectuel**

Le problème du « cumul » de différents postes et responsabilités se pose aussi lorsqu'on se penche sur les questions relatives à la carrière des intellectuels. Les deux hiérarchies étaient liées à l'époque communiste : la hiérarchie au sein du monde littéraire entraîne une promotion dans le monde politique ou administratif. Par exemple, le Président de l'Union des écrivains est, en règle générale, membre du Comité Central du Parti communiste bulgare et député. (Dans notre questionnaire, afin d'éviter une échelle de réponses trop compliquée, nous référons à la catégorie de *ministre* les postes de membre du Conseil d'Etat ou de la Présidence. Les postes importants sont occupés, comme de règle, essentiellement par des **poètes** et cela, aussi bien avant qu'après le 10 novembre 1989 : Guéorgui Djagarov, Lubomir

Levtchev, Pavel Matev, Blaga Dimitrova, Edvin Sougarev, Guéorgu Konstantinov et bien d'autres. Le cumul de postes et de responsabilités explique pourquoi le total des pourcentages dépasse 100%. La réponse possible - **uniquement un homme de l'art ou de la science** - signifie que ceux qui entrent dans cette rubrique n'ont pas cumulé des engagements et restent en dehors de ce qu'on peut appeler « la nomenklatura culturelle ».

La principale conclusion qui s'impose des Tableaux 7 et 8 est la très forte intrication du champ politique et du champ intellectuel. Si, parmi les intellectuels liés au PSB, avant 1989 33.3% seulement sont en dehors du circuit du pouvoir et de l'administration, après 1989 leur pourcentage double. Par contre, il est naturel que les intellectuels qui sont liés aujourd'hui à l'UFD, se trouvaient, à l'époque communiste, dans une position marginale. 100% des intellectuels de ce groupe n'occupaient pas de postes responsables dans la hiérarchie de l'Etat. Il en est ainsi en général des intellectuels non-alignés. Dans ce groupe, il y a pourtant deux exceptions - Yordan Raditchkov et Tontcho Getchev que le régime attirait et utilisait pour des raisons de prestige. Après le 10 novembre 1989, le nombre des intellectuels liés au PSP, qui sont en dehors des structures du pouvoir, augmente logiquement. Les intellectuels, liés à l'UFD, et qui se retrouvent dans les structures du pouvoir, augmentent naturellement en pourcentage. Seulement 38.9% des intellectuels appartenant à ce groupe restent sans engagement politique ou administratif. Presque deux tiers de ces intellectuels sont de la génération née entre 1955 et 1970. Un groupe limité d'intellectuels, liés à l'administration, aux nouvelles associations de création et aux grandes fondations, détiennent un pouvoir considérable. Certains commentaires de couloir font des allusions à l'apparition d'une nouvelle nomenklatura culturelle. C'est ce qui explique une réaction comme celle-ci : « Blaga Dimitrova est devenue le nouveau Guéorgui Djagarov ».

Le Tableau 8 contient une nouvelle réponse possible : une activité dans le secteur privé. Il convient de préciser que nos recherches supplémentaires montrent qu'il s'agit ici exclusivement d'initiatives dans le domaine de l'édition de livres et de périodiques à caractère culturel. Deux indices confirment, chacun à lui seul, la stratégie des intellectuels du groupe des non-alignés à chercher une réalisation avant tout dans leur domaine professionnel. 64.7% de ces intellectuels se consacrent **uniquement** à l'art ou à la science ; 35.3% de représentants de ce groupe se sont lancés dans une entreprise à caractère culturel qui peut assurer aussi des moyens d'existence en dehors de la tutelle et des privilèges de l'Etat.

5. Une insatisfaction des résultats du processus démocratique

Les réponses à la question sur la forme de gouvernement après 1 changement témoignent d'une attitude globalement critique des intellectuels des trois groupes à l'égard du stade d'édification démocratique de la société (voir Tableau 9). Le passage à la démocratie est estimé comme pas très réussi, les différents groupes introduisant, certes, de différentes nuances. Les avis du genre « une démocratie authentique » et « un revanchisme de droite » forment un pourcentage insignifiant et peuvent être pris en considération uniquement en leur qualité de témoignage de l'existence d'opinions politiques extrêmes. 54% de toutes les personnes interrogées jugent la forme sociale comme une « démocratie sous-développée », ce qui montre qu'elles sont conscientes des difficultés réelles de l'édification démocratique. La réponse « une démocratie en voie de développement » est choisie par un petit nombre de personnes interrogées dont la plupart appartiennent naturellement au groupe lié à l'UFD. Les intellectuels en question mettent cette réponse en rapport avec un certain optimisme et avec la conviction que la voie choisie est la bonne.

Les différences entre les groupes à l'intérieur de la qualification de « démocratie sous-développée » ne sont pas considérables : le groupe lié au PSP - 46.7% ; le groupe lié à l'UFD - 52.9% ; le groupe des non-alignés - 61.1%. Ce résultat pourrait être interprété comme l'existence de principes communs qui rendent possible, sinon une action concertée (au nom de la communauté), du moins un dialogue entre les différents groupes. Hélas, la réalité vient démentir pareille interprétation. Notre vérification a montré clairement que la réponse « une démocratie sous-développée » se rattache à trois argumentations tout à fait différentes. (En l'occurrence, nous avons affaire à des risques qui apparaissent chaque fois que l'on essaie de formaliser les opinions ou les jugements à propos d'un événement.) Ainsi, par exemple, pour la plupart (mais pas pour tous) des intellectuels liés au PSB, cette réponse exprime leur déception : ils ne s'attendaient pas à ce que l'évolution rapide des événements après la démocratisation les rejetât hors de la vie publique. Une partie des intellectuels (mais, une fois encore, pas tous), liés à l'UFD, estiment que la démocratie est « sous-développée » parce qu'elle n'a pas su conduire à bien le travail d'épuration de la société. Selon eux, la démocratie sacrifie à des compromis et à des cohabitations inadmissibles. Ils sont d'avis que la véritable démocratie ne peut être le fait que d'une action révolutionnaire radicale. Par leur réponse de « démocratie sous-développée », les intellectuels du groupe des non-alignés entendent avant tout l'absence de traditions et de culture démocratiques.

La réponse « pseudo-démocratie » vient en seconde position pour l'ensemble des personnes interrogées, ce qui ne manque pas d'être inquiétant. D'autant plus que cette réponse est choisie par tous les groupes, les indices chez les partisans du PSB et chez les non-alignés étant identiques. On peut en déduire qu'une déception et une fatigue s'emparent des esprits qui ont le sentiment que des circonstances incontrôlables

l'emportent sur les désirs et les efforts d'avancer dans la bonne direction. Les résultats des réponses à cette question sont étroitement liés aux réponses à la question sur la cause de la crise grave que traverse la société bulgare, celles-ci explicitant celles-là (voir Tableau 10).

6. Les intellectuels et la réflexion sur la crise de la société bulgare

Ces réponses révèlent quelques différences essentielles aussi bien entre les positions des trois groupes qu'à l'intérieur de chacun d'eux. On le voit le plus nettement chez les intellectuels liés au PSB : c'est un groupe hétérogène qui comprend, d'une part, les nostalgiques du socialisme et, d'autre part, des hommes qui regardent en face la nouvelle réalité. Selon les **nostalgiques** (33.2%), les raisons de la crise profonde que connaît la société viennent du « refus du socialisme ». Leur façon de penser identifie les raisons de la crise de la société et celles de leur propre crise (ils ne sont plus au sommet de la hiérarchie culturelle, ils sont marginalisés). Les représentants de ce groupe qui ont des vues démocratiques (40%), voient la cause principale de la crise dans l'absence de traditions et de culture démocratiques. Tel est également l'avis de 41.1% du groupe des non-alignés, alors que pour les partisans de l'UFD le pourcentage est de 16.7%. Il faut, dans le même temps, observer que très peu de personnes du groupe lié au PSB condamnent les crimes et les déviations de l'époque communiste. Pour 6.7% seulement, l'héritage du communisme a eu un impact négatif sur leur situation actuelle. En toute logique, le groupe des intellectuels liés à l'UFD considère que la principale cause de la crise d'aujourd'hui réside dans *l'héritage du communisme* (38.9%). Cette position est motivée à double titre : d'une part, le demi siècle de communisme nous laisse, pour ce qui est du niveau et de la qualité de la vie, à une des dernières places en

Europe ; d'autre part, l'époque communiste peut servir d'excuse valable des échecs dans le gouvernement et le développement actuel du pays.

Les intellectuels du groupe des non-alignés refusent l'explication que le passé est coupable de tout. A chaque époque d'assumer ses responsabilités et de regarder la réalité en face. Cette position est peut-être entachée de quelque dépit de se voir rejetés loin du centre des événements. Or, à regarder de près l'échelle des réponses possibles, on peut remarquer que l'une de ces réponses n'est qu'une variante de la réponse *l'héritage du communisme*, mais dans une perspective quelque peu différente. La notion d'héritage revêt ici un sens plus large, spirituel en même temps qu'économique. Le communisme mit non seulement fin aux fragiles traditions démocratiques auxquelles il succédait ; il créa ses propres traditions de domination idéologique et d'intolérance envers tout ce qui différait de lui et ces traditions marquèrent profondément l'esprit des travailleurs socialistes. Par conséquent, la réponse qui établit un lien entre la crise profonde actuelle et la *nouvelle idéologisation de la société*, a en fait en vue cet héritage du communisme, héritage que nous prenons, en quelque sorte inconsciemment, à notre compte et que nous mettons en valeur (29.4%).

16.7% du groupe des personnes liées à l'UFD considèrent que la crise est due à *l'isolement (ou bien à la non-utilisation) des intellectuels*. Les deux autres groupes n'indiquent pas cette réponse, probablement parce qu'ils ne s'attendent pas à ce qu'on fasse appel à eux. A l'évidence, les déceptions les plus fortes sont là où les attentes étaient les plus grandes. I s'agit là d'un dépit qui n'est pas à sous-estimer.

Signalons enfin le très bas pourcentage, dans les groupes liés au PSP et à l'UFD, mais aussi dans celui des non-alignés, des réponses qui lient la crise d'aujourd'hui à la gestion incompétente et au pillage du patrimoine

national. Ce fait trahit inconsciemment peut-être la complicité des intellectuels avec les gouvernements récents. Refuser cette réponse vaut un refus d'assumer sa propre responsabilité. Le désir de partager le pouvoir ne va pas toujours de pair avec la disponibilité de partager aussi la responsabilité des résultats.

7. Au nom de quelles valeurs les intellectuels bulgares parlent-ils ?

Trouver la forme optimale à la question des valeurs, au nom desquelles l'intellectuel intervient sur le champ social, implique également de grandes difficultés. Et ceci, non seulement en raison du grand nombre de variables à la réponse, mais aussi parce que, faute de traditions intellectuelles durables, on ne voit pas clairement quelles sont les valeurs qui puissent faire le consensus au sein de la communauté des intellectuels. Il n'y a pas de priorités discutées et arrêtées, les notions sont à contenu flou et variable où chacun y met du sien, le plus souvent en fonction des influences extérieures qu'il subit. Je doute fort qu'il existe une appréhension commune, par exemple des notions comm *les valeurs humanistes universelles* ou bien *le principe créateur* (voir Tableau 11).

On ne manque pas d'être impressionné par le fait que l'idée de *justice sociale* laisse presque indifférents les intellectuels bulgares et ceci, à une époque où plus de 80% de la population vit au seuil de la pauvreté. Serait-ce un signe d'insensibilité sociale ? Probablement pas, les intellectuels se trouvant eux-mêmes dans une situation matérielle très difficile et étant menacés de disqualification professionnelle. La thématique sociale et, avant tout, le problème de la justice sociale ont été profondément compromis par l'idéologie et la pratique communiste au point que le discours communiste s'identifiait au discours social. La peur d'évoquer aujourd'hui le problème social, c'est la peur de se retrouver dans le camp des « nostalgiques », de se

voir associé aux forces de restauration. La redécouverte de la pensée sociale et de la politique sociale, la découverte d'un nouveau langage pour parler le problème social, tel est le grand défi qu'auront à relever les intellectuels démocratiques bulgares s'ils veulent rester tels.

Le nationalisme n'est pas non plus une valeur largement embrassée et définissant l'attitude de nos intellectuels. Il ne saurait être pleinement identifié ni à *l'idée nationale* (une notion assez floue, mais en usage chez nous), ni à l'attachement à la tradition populaire et aux formes de vie qui en découlent. A peine 16% de l'ensemble considèrent ces valeurs comme fondamentales : ici les plus nombreux sont les intellectuels liés au PSB. C'est à notre avis un écho des deux dernières décennies lorsqu'on avait essayé d'arrêter l'entropie du régime communiste en y administrant une dose contrôlée de nationalisme. Les intellectuels des deux autres groupes sont beaucoup moins sensibles à ces valeurs.

Les valeurs de *l'accord national et du dialogue*, qui caractérisent les intellectuels en tant qu'agents de la communication sociale réussie et de l'harmonisation des intérêts, sont considérées prioritaires par 20% de l'ensemble des personnes interrogées. Et ce sont en toute logique les intellectuels non-alignés (29.4%) qui se voient le plus souvent dans le rôle d'intermédiaires. Les adeptes les moins nombreux de ces valeurs sont les partisans du PSB. Dans ce groupe, personne n'a choisi les valeurs définies comme *valeurs humanistes universelles*. La raison en est l'ensemble du contexte idéologique de la société communiste : l'un des axes de son fonctionnement était l'opposition du social à l'universel, celui-ci étant perçu comme l'expression voilée des intérêts de la bourgeoisie.

Pour finir, il reste deux valeurs qui se prêtent très difficilement à un commentaire, mais que les intellectuels bulgares affectionnent beaucoup. Ces valeurs ne sauraient constituer une véritable base pour identifier les

positions des intellectuels qui les ont choisies, pour la simple raison qu'ils les avaient choisies justement pour éviter de se faire identifier. Ces valeurs renvoient à quelque chose que tous reconnaissent comme sublime - *le principe spirituel, le principe créateur* - et on les a choisies à peu près à égalité par les représentants des trois groupes (chacune des deux réponses compte 20% de tout l'ensemble). Mais il nous est difficile de définir ce que l'on entend exactement par les notions de *spirituel* et *créateur*, d'autant plus que parfois elles vont de pair. On peut dire d'une façon générale que ces notions recèlent une opposition contre l'esprit partisan et l'arrivisme de notre temps, contre la peur de la pensée autonome et le pragmatisme brutal. Mais il n'y a pas que cela. Sur le plan historique et culturel, les deux notions ont des connotations différentes. Le *principe spirituel* a des racines culturelles plus anciennes qui renvoient au populisme moralisateur et au nihilisme social de l'ancienne intelligentsia russe. Le spirituel apparaît comme une opposition au pouvoir et à la force et il trouve un appui dans la conception de l'art civique. Le *principe créateur* est une idée plus actuelle qui traduit une réaction esthétique contre la réalité. *L'oeuvre s'émancipe* par rapport aux contraintes politiques et commerciales ; elle se transcende elle-même en valeur, en personnification de la créativité humaine qui a dépassé la *société administrative* (selon le mot d'Adorno). Cette position renvoie plutôt à l'art moderniste, à l'avant-garde artistique qui séparent la morale et l'art. Elle peut être en vigueur jusqu'à un certain point pour les représentants de la plus jeune génération d'intellectuels. De toute façon, la position exprimée dans ces deux réponses peut être interprétée comme positive si l'on y voit une aspiration pudique d'émancipation par rapport au politique.

8. Au sujet de la légitimité des intellectuels

Comme nous pouvons le voir au Tableau 12, 42% des interviews et des entretiens portaient sur le commentaire de tel ou tel événement actuel ou de la situation politique en général (le dernier séisme dans tel parti, la crise du gouvernement, les élections prochaines etc.). Ce fait confirme notre hypothèse de départ, à savoir que le public recherche l'opinion des intellectuels comme une sorte de contrepoids au rôle croissant du politique (et de l'esprit de parti). La preuve indirecte en est le fait que l'on interroge au sujet de la situation politique surtout ceux qui sont loin de la politique, à savoir les intellectuels non-alignés (70.6% !). La moindre popularité des commentaires dans ce domaine revient aux intellectuels liés au PSB - 20%. Ce qui signifie que leur avis est facile à prévoir et, par conséquent, pas très intéressant.

Ce qui intéresse le moins la presse (et l'opinion publique), c'est la production proprement intellectuelle des personnes interrogées - à peine 10%. C'est une constatation assez troublante qui fait penser que les produits intellectuels ne traitent pas des problèmes névralgiques de la société, que l'art ne lance pas un défi au pragmatisme politique, que les sciences sociales ne sont pas un stimulant pour la gestion et l'administration.

Mais il ne faudrait pas exclure totalement une autre cause de cet état des choses : l'insensibilité de la société même au langage de l'art, trop délicat et indirect pour pouvoir dire une réalité qui dépasse toutes les fictions par sa capacité de mettre en fable des situations et des destins. Voici un exemple concret. A la fin d'une grande interview avec l'artiste peintre Svetline Roussev où il est longuement question des causes de la crise que traverse le PSB, la journaliste lance la question suivante : « Ces jours-ci vous avez fait une exposition dans un ancien château français. Comment vos toiles correspondent-elles à l'ambiance mystique d'un château ? » Il est difficile de savoir ce qui avait inspiré la réponse que Svetline Roussev a

donnée à cette question - son incompetence doublée d'une légèreté d'esprit ou bien son état d'âme : « Je croyais que vous veniez m'interviewer au sujet des expositions que j'ai faites les derniers mois en Allemagne et en France. Je vois que je vous intéresse davantage pour une interview politique. Laissons alors la question de l'exposition pour un temps plus propice à la création »¹⁷.

Dans 24% des cas, les interviews portent sur le *bilan de la vie* (ou sur l'itinéraire du créateur). Elles choisissent avant tout des anciennes personnalités de la nomenklatura culturelle communiste. Une curiosité naturelle, parfois quelque peu « malsaine », pousse vers eux ; c'est le désir de toucher à celui dont on dépendait et dont on avait peur, voire le désir d'abuser de lui. Parfois le journaliste s'attend à ce que son interlocuteur soulève une partie du rideau pour qu'on puisse jeter un coup d'œil derrière les coulisses du régime ancien. Malheureusement, en règle générale, les personnes interviewées réussissent à détourner les intentions des interviewers et à faire de l'entretien une confession visant à les réhabiliter aux yeux de la société. Interrogé à bout portant s'il était au courant des camps de la mort pendant les années 50, 60 et même 70, Guéorgui Djagarov répond de la manière suivante : « A cette époque je n'étais pas en Bulgarie et même si j'y étais je n'en saurais pas plus que vous. Ceux qui commettaient des crimes ne les criaient pas sur les toits ».¹⁸ Voici quelle est la réponse d'un vice-président du Conseil d'Etat !

Enfin, 24% des personnes interrogées sont sollicitées avant tout pour parler des problèmes des intellectuels. Les résultats du Tableau 12 confirment entièrement les résultats du Tableau 10. Dans celui-ci, les intellectuels du groupe lié à l'UFD étaient les plus nombreux à voir dans la *mise sur la touche des intellectuels* une cause principale de la crise actuelle de la société. Ici, 38.9 % des personnes interrogées considèrent que l

problème des intellectuels est prioritaire. Dans le groupe des intellectuel non-alignés, ce pourcentage est à peine 5.8%. Ce qui nous permet de conclure qu'aujourd'hui, dans notre société, le problème du rapport entre les intellectuels et le pouvoir est fondamental pour les intellectuels liés à l'UFD. Plus encore, on peut s'attendre à ce que, dans un an ou deux, ce point de tension tourne au conflit, faute de mesures, entreprises des deux côtés, pour préciser les fonctions du politicien et de l'intellectuel.

CHAPITRE III

PASSIONS PÉTITIONNAIRES - LA « GAUCHE » ET LA « DROITE » CHEZ LES INTELLECTUELS BULGARES

A l'époque du régime communiste, les intellectuels bulgares ne mettaient pas à profit les possibilités de s'adresser directement à l'opinion publique ou aux institutions. Il n'avaient pas à leur actif l'abnégation de Jan Patočka et de Václav Havel qui s'étaient mis à la tête des signataires de la Charte 77. Par contre, depuis le rétablissement des formes démocratiques de vie, ils se trouvent sous l'emprise d'une véritable passion pétitionnaire. Nous sommes les témoins d'une surproduction de signatures et d'appels à toute occasion et sous les formes les plus diverses. Dans plusieurs cas, il ne s'agissait que de tapage et d'intérêts personnels, le but des initiateurs étant surtout d'améliorer leur propre image de marque ou leur position politique. Quelques appels ont dégénéré en représentations narcissiques du moi sur l'espace public. D'où un certain scepticisme à l'égard de pareilles initiatives. Une déclaration d'un écrivain bulgare l'exprime clairement :

« C'est grotesque et absurde. Quand les chars soviétiques entraient à Prague, signer "2000 mots" avait un sens. Maintenant l'histoire se répète sous la forme d'une parodie. On pourrait signer deux millions de mots, mais qu'est-ce que cela peut faire ? A quoi bon ? Sont-ils responsables de quelque chose ? Est-ce que vous vous rappelez au nom de quoi ils avaient signé ? Et qu'est-ce que cela a pu changer ? [...] Si quelqu'un avait déposé en 1985 sa signature sous un appel, ça oui, ça aurait été un geste digne et plein de sens ».¹⁹

Pareil défaitisme ne va pas sans danger, puisqu'il fait l'amalgame, inconsciemment ou à bon escient, entre constatations justes et conclusions erronées, entre les déceptions entre une pratique concrète et le rejet de principe de certaines formes d'influence sur l'opinion publique. Les signatures et les appels ne sont pas nécessairement l'expression d'une attitude héroïque (néanmoins, ils le sont parfois), d'un sacrifice résistant contre la tyrannie politique. Dans une société démocratique, ils constituent une arme non moins puissante ; celui qui appose sa signature ne risque pas sa tête, il risque pourtant d'autres choses, essentielles aussi : le nom, la conscience, la morale, les idéaux... D'une manière générale, l'action sociale cache toujours un risque, ses conséquences étant importantes et ses résultats - vérifiables. L'action sociale fait accroître ou fait réduire votre capital symbolique.

1. Les signatures et les appels - la nouvelle arme intellectuelle

Si l'on prend pour critère de classement l'importance générale de ce qui fournit l'occasion des appels, l'activité des intellectuels bulgares dans ce domaine peut être répartie dans quatre groupes :

■ *Signatures et appels qui traitent des problèmes d'importance nationale* : une signature contre le manque d'action gouvernementale concernant la pollution de l'air à la ville de Roussé ; une signature à propos du déséquilibre écologique à la montagne du Rila ; une signature d'appui aux droits civiques de la minorité turque en Bulgarie ; la signature « Parol libre » contre la censure dans les médias électroniques publics etc.

■ *Signatures liées aux moments de la plus forte politisation de la société (suffrages universels, en général visant à assurer la supériorité d'une force politique)*. Ici, l'intérêt de la partie se présente comme l'intérêt du tout, de la nation.

■ *Pétitions ou appels adressés aux individus qui représentent une « partie » de la société* (les membres ou les sympathisants d'un parti). Il s'agit d'exercer une influence afin de résoudre de manière efficace la crise de la formation politique. Parfois, l'effet des ces « pétitions » privées n'est pas sans conséquence pour l'ensemble de la société. Tel est l' « Appel des 13 intellectuels » au Conseil supérieur du Parti socialiste bulgare et au groupe parlementaire de la Gauche démocratique. Cet Appel dresse un bilan négatif de la politique du gouvernement socialiste et insiste pour « une nouvelle politique et de nouveaux visages »²⁰. Un autre exemple typique nous est fourni par le dit « Appel des généraux » de janvier 1998 qui insiste ouvertement sur la nécessité de changements au sein de la direction du même parti à la veille de son prochain congrès national.

■ *Signatures ou appels à des occasions concrètes*. Telle était la signature, aussitôt après le 10 novembre 1989, pour rétablir Stefan Prodev à son poste de Rédacteur en chef du journal *Kultura*, poste qu'il avait perdu les dernières années de l'ancien régime.

Si l'on prend pour critère le nombre de signatures qui soutiennent un appel, il y en aurait deux types : collectifs et individuels. Les signatures collectives peuvent inclure aussi bien quelques personnes que quelques milliers de personnes, selon l'occasion et la tactique adoptée. Lors des signatures dites nationales, les noms des initiateurs sont suivis de milliers de noms inconnus. L'appel individuel est à considérer comme privilège acquis (même si dans certains cas ce droit est approprié injustement) et, en tant que tel, comme un aristocratie intellectuelle. Ici la pression et le désir d'exercer de l'influence revêtent la forme d'un « enjeu » individuel. Dans certains cas, la personne s'investit toute entière dans l'initiative. L'exemple d'anthologie à cet égard est la « Lettre ouverte » d'Edvine Sougarev au président Jélev, accompagnée d'une grève de la faim.²¹

Les mois qui ont suivi le changement étaient marqués par un processus rapide de différenciation de l'espace politique et le champ intellectuel se mettait à reproduire les confrontations politiques. On a vu prendre corps non seulement de différentes évaluations du passé, mais aussi de différents projets de l'avenir. A l'occasion du bilan de l'anniversaire de la chute du régime communiste, quelques pétitions appelaient à arrêter la confrontation, à libérer la vie intellectuelle de l'emprise de l'esprit de parti, à parvenir à un consensus sur les intérêts nationaux (voir notes 22 et 23). Par là s'épuisait le crédit des appels dits « neutres », mais qui ont du mal à voiler ses partis pris. Cet esprit de parti exploitait la baisse de confiance dans les partis comme un instrument essentiel du changement selon le mot d'ordre : « Les Partis sont plusieurs, la Bulgarie est une »²². Ce type d'appels se sont avérés inefficaces du point de vue de leur écho ; aucun d'eux n'a eu le moindre résultat. C'en était fini avec les amabilités mondaines, l'activité pétitionnaire prenait une autre orientation, suivant strictement les lignes de force des rivalités entre les partis.

2. La guerre des pétitions

Les antagonismes des partis à la veille des premières élections présidentielles directes en janvier 1992 ont fini par tourner naturellement à une **guerre ouverte de pétitions**. Sous le titre en gros caractères noirs « Démocratie ou communisme », le journal *Démocratie* a publié un « Appel d'artistes-peintres, écrivains, acteurs, musiciens, chercheurs, enseignants, médecins, juristes, journalistes »²³. Le texte de l'appel est assez laconique, quelques lignes seulement pour dire ceci : les élections approchent ; elles sont très importantes ; elles décideront de la voie que la Bulgarie suivra ; nos candidats sont les seuls à pouvoir garantir un bon développement ; vous, électeurs, vous avez le dernier mot. L'essentiel du dilemme et de l'appe

même est dans son titre : « Démocratie ou communisme ! » Pas d'arguments, pas de faits, pas d'explication sur le sens qu'on met dans le mot « communisme », dans le mot « démocratie ». Deux mots sont opposés pour capter les immenses énergies symboliques du moment. L'appel est suivi de 95 signatures.

La réponse ne se fait pas attendre : le lendemain le journal *Douma* publie à la une, en caractères noirs aussi, le titre : « Vous avez le choix : Jélu Jélev ou la démocratie !!! ». ²⁴ Un point d'exclamation n'était pas jugé suffisant ; on en a mis trois comme si la force de l'émotion qu'ils sont censés provoquer devait rendre superflu tout texte. L'appel dit tout. Les deux appels se présentent comme des sons de fanfares. L'appel des intellectuels liés au PSB est signé de 149 personnes. Voilà un défi !

Le lendemain, le 17 janvier 1992, aussi bien la *Douma* que la *Démocratie* publient la suite des listes des signataires des appels respectifs. Nous sommes les témoins de quelque chose qui rappelle le jeu de poker : chacun sait que son adversaire tient des cartes, mais quelles sont elles ? Là dessus, on ne peut que conjecturer, ce qui exacerbe encore davantage l'ambition d'être le plus fort. Le journal *Douma* formule la suite de sa liste ainsi : « **Plus** de 500 intellectuels bulgares s'adressent aux électeurs - Choisissez : Jélu Jélev ou la démocratie !!! » Après le titre en gros caractères suivent une vingtaine de noms, puis « et d'autres ». **Plus** de 300 noms ne sont pas indiqués, même si on prétend qu'ils avaient apposé leur signature. Cette décision peut s'interpréter de deux manières : soit les noms sont à tel point insignifiants que ce n'est pas la peine de les mentionner, soit ces noms n'y sont tout simplement pas, mais si on a un peu plus de temps, on les aura.

Les cartes du journal *Douma* s'avèrent faibles. Le journal *Démocratie* met sur table le titre suivant : *Plus de 1000 intellectuels soutiennent l'appel*

« *Démocratie ou communisme* ». Suivent une centaine de noms, le dernier n'étant même pas suivi par le mot d'usage « et d'autres ». Les jours suivants le journal publiait de courtes listes de noms, mais quelque 700 personnes sont restées dans les rangs des supporters anonymes.

Le mécanisme d'organisation de ces pétitions reste un secret (si l'on peut considérer ainsi le secret de Polichinelle que sont les Centrales des partis qui tirent les ficelles) ; on n'annonce pas un comité d'organisation, on ignore totalement l'assemblée générale des pétitionnaires en tant qu'institution ; il n'y a pas de discussion sur les arguments et les objectifs... Chez nous les pétitions naissent, s'énoncent et meurent avec l'acte de leur publication. Aspirant à la longévité, elles ne vivent qu'un jour. De cette manière les intellectuels qui signent un tel appel deviennent inéluctablement une pièce de la machine de propagande du parti. D'où les doutes croissants de plusieurs intellectuels que l'on ne se souvient d'eux qu'au temps des élections et que l'on abuse de leur prestige. En voici un témoignage : « La façon dont on se sert de nous, intellectuels, est vexante. Je regardai récemment à la télé une émission dont un cadre m'a suggéré la plus triste image à laquelle je puisse me comparer. On lançait une fusée dans l'espace. Dès qu'elle avait atteint la vitesse et s'était mise sur orbite, on se débarrassait de ses boosters. Je me suis rendu compte que, moi aussi, j'étais une sorte de booster de quelques personnalités politiques qui, une fois la bonne vitesse atteinte, se débarrassaient de moi ». ²⁵

Ce genre de déclarations se prêtent à des commentaires plus vastes ; dans notre cas, nous nous limiterons au problème étudié. La force politique, qui cherche à s'assurer des appels de soutien a donc un besoin de « boosters », de noms prestigieux qui puissent cautionner la responsabilité et le sérieux de l'appel. Autrement dit, la pétition compte sur le public de ces

personnalités. C'est ce qui assure la **qualité** de la pétition, comme on dit. Une pétition ou un appel lancé par des inconnus ne peut espérer aucun effet.

Un autre critère du succès d'une pétition ou d'un appel est la **quantité**. Et comme il est très difficile d'assurer de la quantité dans la qualité, c'est le principe de la multitude qui prend franchement sa revanche. L'armée anonyme est rangée derrière quelques noms-locomotives, mais, dans le même temps, en vertu d'un effet inverse, les noms pilotes fondent dans la quantité, commencent à perdre ce qu'ils ont d'exceptionnel pour devenir comme les autres. Pour désigner la multitude qui a signé un appel, Régis Debray introduit la notion de « basse intelligentsia »²⁶, tandis que Jean-François Sirinelli parle de « plèbe intellectuelle ».²⁷ Ces noms sont collectés seulement dans des moments de guerre des pétitions et ils marquent le point où la qualité se fait quantité et où la quantité devient l'argument majeur. C'est précisément le désir d'abattre l'adversaire par une arrière-garde nombreuse d'intellectuels qui explique l'apparition des âmes mortes entourant les deux pétitions la veille des présidentielles de janvier 1992.

Cependant le plus significatif dans ce cas est l'apparition dans les titres, en même temps et indépendamment l'un de l'autre, de l'adverbe **plus** (« plus de 500 intellectuels » et « plus de 1000 intellectuels »). Ce **plus** prend des dimensions sémantiques qui dépassent de loin les manipulations purement quantitatives. **Plus** combien? L'adverbe implique un à peu près, mais aussi fait allusion à la capacité des partis de mobiliser autant d'intellectuels qu'il le faut pour prouver leur supériorité quantitative. Mais ce **plus** signifie aussi une confiance dans leur fonction de « nommer », de donner le titre d'intellectuel qui en général résulte d'autres mécanismes de sélection. Maintenant on signe pour toi et te voilà « intellectue ».

Ce n'est pas un hasard si le mot « intellectue » n'apparaît que dans les suites des deux pétitions. Les politiciens ont quelque réticence à recourir à

ses « services » quand il est employé au singulier, quand le mot « parle ». Or, quand les chiffres se mettent à parler, les choses changent : la quantité se place entre les « boosters » et les politiciens. Pour nous en tenir à la métaphore du jeu de cartes, nous dirons qu'ici apparaît l'argument de la force de la **couleur**. La notion d'intellectuel devient plus convaincante et elle est déjà délestée de quelques connotations qui gênent les politiciens.

Tout commentaire de bon sens ne peut s'empêcher de qualifier d'absurdes ces chiffres - 500 et 1000 ! Une telle quantité d'intellectuels (non pas sur le plan virtuel, mais en tant qu'hommes de renom qui parlent au nom de certaines valeurs) n'est pas réaliste même pour des pays bien plus grands et beaucoup plus développés. Alors, quelle est la logique qui l'engendre ? Le désir, de la part du politique, de « neutraliser » la fonction de l'intellectuel et de s'approprier le privilège de « produire » des intellectuels. Tout comme en période de véritable guerre les caporaux sont promus massivement, ainsi en temps de guerre des pétitions les états majors politiques font la « promotion » au grade d'intellectuel. Le champ intellectuel se trouve ainsi érodé. Pourtant, il ne faudrait pas en tenir rigueur seulement aux politiciens ; les fautes sont partagées. Il n'est pas d'épisode plus honteux dans la vie des intellectuels bulgares pendant la période de la « transition » que celui où ils se sont transformés volontairement en pions dans la guerre des pétitions. Cela a eu aussi pour effet la dévaluation et le discrédit de la forme même de pétition, comme nous l'avons dit au commencement.

CONCLUSION

LES VALEURS, LES TYPES ET LES FIGURES

D'INTELLECTUELS

Qui signe davantage de pétitions : la « gauche » ou la « droite » ? A propos de cette question Jean-François Sirinelli note que c'est une priorité des intellectuels de gauche. On peut dire que « les pétitions sont une maladie constante dans la gauche et seulement des épidémies dans la droite ».²⁸ Chez nous c'est le contraire : ceux qui passent pour intellectuels de « droite » sont beaucoup plus actifs ; ils ont une grande capacité à s'organiser et à attirer l'opinion publique. Les intellectuels de « gauche » se trouvent en position défensive au point que même leur agressivité traduit plutôt une stratégie de défense. Dans la plupart des cas, ils s'organisent pour « répondre ».

C'est un autre problème de savoir dans quelle mesure les définitions « gauche » et « droite » en Bulgarie correspondent à la pratique occidentale, car il s'agit de notions dont le sens est déformé et en partie manipulé. Dans notre vie politique la « droite » était constituée non sans l'aide des ex-communistes. Quand ils renonçaient au monopole du pouvoir, ils laissaient entendre aux formations d'opposition en gestation que le pluralisme politique exige des pôles politiques et que c'était justement aux nouvelles formations qu'incombait l'honneur de créer le pôle de « droite », celui de « gauche » leur revenant par la tradition. De cette façon les intellectuels les plus sociaux et les plus critiques, suivant la pente de leurs sentiments et convictions démocratiques, se sont retrouvés liés à la droite politique. Les premières années après le changement, les anciens pays socialistes ne faisaient pas la différence entre la « gauche » et la « droite » quant à la structuration politique de l'Occident. L'Occident dans son ensemble constituait le pôle opposé (démocratique) à ce qu'était le totalitarisme communiste. Sa pratique politique était, dans son ensemble, un argument dans la lutte contre le parti communiste en retraite lequel, en adoptant entre-temps le nom de « socialiste », a bien réussi à semer la confusion dans les notions. Dans un premier temps nos « gauche » et « droite » avaient de

grandes difficultés dans la communication avec la « gauche » et la « droite » occidentales ; ensuite on se mit à suivre la ligne des parentés formelles des noms des formations, mais les malentendus ne sont toujours pas surmontés.

L'analyse que Louis Dumont²⁹ fait de l'idéologie politique française peut nous être d'une grande utilité pour faire la lumière sur le sens de la « gauche » et de la « droite » dans notre pratique politique. Il définit l'idéologie politique française comme détentrice d'une longue continuité au sein d'une opposition « hiérarchique » entre la gauche et la droite dans le sens politique des termes. « Ce type d'opposition où le premier terme englobe le second est, en résumé, du genre tout/partie ; l'opposition n'a plus besoin d'avoir une référence à l'extérieur d'elle-même ; elle est donc apte à rendre compte d'un tout social, d'un système d'appartenance ». Quelle est cette configuration française de longue durée qui se transforme en objet total ? Entre 1789 et 1890 les valeurs « révolutionnaires » devenaient progressivement des valeurs pour tous sous la forme résumée par l'Égalité et l'universalité de l'Homme. La conséquence directe en fut que, depuis la fin du XIX^e s., les valeurs dites de « gauche » (l'égalité universelle entre les hommes, les droits de l'homme) englobent les valeurs de la « droite » (identité nationale, gestion du social au sens socio-économique). De cette façon la DROITE ne peut pas mettre en question la GAUCHE au niveau de principe des valeurs. À partir de ce point de vue Serge Tcherkézoff s'attache à préciser le rapport gauche/droite. Il propose de distinguer leurs rapports au niveau des valeurs et au niveau de l'appartenance politique. De cette façon, si l'on marque en majuscules les orientations axiologiques - GAUCHE et DROITE, elles occupent comme un ensemble un espace de gauche (l'une comprend l'autre), et si on marque en minuscules l'appartenance politique - gauche et droite (pour obtenir la structure de la scène politique), on constatera qu'il s'agit de deux niveaux hiérarchiquement posés.³⁰ Les idées

de la gauche sont devenues petit à petit un héritage commun au niveau des principes en sorte qu'aujourd'hui la droite, qui se dit républicaine, définit son opposition de droit à l'intérieur des valeurs que la gauche politique incarne.

Actuellement, on peut observer en Bulgarie la structuration d'un rapport inverse. Les partisans du changement sont dans le camp de la droite, tandis que les partisans de la tradition sont dans le camp de la gauche. Des milieux entiers d'intellectuels (mentionnons comme typiques à cet égard l'Union des écrivains bulgares avec son président Nikolai Haitov et le journal *Balgarski pisatel*) sont attachés aux valeurs de l'Etat fort, de l'identité nationale et des tentations nationalistes. Au contraire, les intellectuels de droite, notamment ceux de la jeune génération, sont orientés vers les valeurs universelles, la société ouverte, les valeurs de l'individu, les droits de l'homme (les milieux intellectuels autour des hebdomadaires *Kultura* et *Literaturen vestnik*). Ce sont justement les valeurs de la droite qui proposent d'adopter les principes de la démocratie pluraliste, du marché libre, du retrait du Parti-Etat avec son écrasante ubiquité. Originaire du Parti totalitaire, la GAUCHE bulgare se voit obligée d'embrasser ces valeurs si elle veut être reconnue pour démocratique. Ainsi, sur le plan des valeurs, la DROITE contient la GAUCHE et l'opposition politique droite-gauche se situe à l'intérieur du champ axiologique qu'incarne la droite. Cette dernière constatation ne fait qu'ajouter à la confusion des notions dont il a déjà été question. On ne pourrait cependant pas affirmer que la « gauche » et la « droite » n'ont fait qu'échanger leurs noms. Il y a une diffusion des valeurs qui rend difficile leur identification.

La guerre des pétitions a dessiné de manière drastique les pôles politiques où se situent les intellectuels bulgares, mais elle ne témoigne nullement des valeurs au nom desquelles ils parlent, encore moins de l

façon dont ils entendent ces valeurs. L'identification peut être plus sûre si l'on s'appuie sur les données de l'enquête avec les intellectuels les plus en vue, enquête que nous avons analysée dans le deuxième chapitre. Ces résultats ont montré aussi bien une tendance, dominante pour un groupe donné (c'est la raison de la typologie elle-même), que des différences non négligeables aux frontières de chacun des groupes. Ce qui est plus essentiel encore, c'est que ces résultats montrent que les représentants des trois groupes partagent certaines valeurs. Ce sont des similitudes basées sur des affinités électives non élucidées et non reconnues. Dans bien des cas, les réponses aux questions de l'enquête constatent un hiatus entre l'appartenance de parti et l'orientation axiologique. Ainsi Ivan Radoev est plus proche de Valéry Petrov ou de Guéorgui Michev que d'Edvine Sougarev. De la même façon, Vera Moutaftchieva est plus proche de Tontcho Getchev que de Stefan Tsanev.

Nous avons par conséquent besoin, selon les tâches concrètes d'une étude à venir, de typologies supplémentaires et complémentaires des intellectuels. Il y aura en ce moment tout un groupe de nouvelles questions dont l'essentielle est : quel est rapport entre ces typologies complémentaires et les positions conséquentes à l'appartenance politique ? Nous ne disposons pas en ce moment de données sur la nature de ce type de rapports. Une des hypothèses possibles est qu'ils existent sans se croiser. Une réplique de Radoï Raline vient confirmer pareille hypothèse : « la vérité est que nous ne faisons qu'exploiter le prestige de telle ou telle idée et en réalité nous agissons selon nos propres intérêts ».³¹

On ne saurait mettre au point une typologie judicieuse sur la base des orientations axiologiques des intellectuels bulgares sans étudier à fond et sans expliquer le caractère des liens des intellectuels avec l'époque communiste. Il s'agit, dans la plupart des cas, des mêmes personnes, qui ont

passé une grande partie de leur vie sous l'autre système social, qui se sont imprégnés de plusieurs de ses normes écrites et non-écrites, qui sont marqués aussi bien de ses horreurs que de ses petits avantages pratiques. Il serait simpliste de croire que les intellectuels constituaient un tout indifférencié, tout comme de s'imaginer qu'ils ont changé à 100% leur orientation axiologique.

Retenant comme critère pour la typologie des intellectuels à l'époque communiste la place qu'ils occupaient par rapport aux structures du pouvoir de l'époque, nous pensons pouvoir distinguer les types suivants : 1) l'intellectuel-fonctionnaire du régime ; 2) l'intellectuel-« muse payée » ; 3) l'intellectuel-expert (du type conseiller du prince) ; 4) l'intellectuel hétérodoxe (qui ne collabore pas avec le pouvoir, marginalisé ou « exilé intérieur ») ; 5) l'intellectuel-victime (persécuté ou émigré) ; 6) l'intellectuel-dissident.

Sur la base des valeurs principales domestiques, les intellectuels de l'époque communiste peuvent être classifiés aussi d'une autre façon. Nos observations sur le comportement passé des intellectuels étudiés par notre enquête nous permettent de parler de quatre grandes orientations culturelles et idéologiques : 1) les intellectuels qui véhiculent l'orthodoxie du marxisme soviétique ; 2) les intellectuels-idéalistes, défenseurs de l'utopie sociale et des principes de l'internationalisme prolétarien ; 3) les intellectuels-conservateurs, tournés vers la tradition nationale, vers les valeurs de la société traditionnelle ; 4) les intellectuels porteurs de valeurs universelles, liées au rationalisme occidental et, plus tard, à l'esprit postmoderne.

A l'époque de la « transition », la typologie, basée sur la place de l'intellectuel par rapport aux structures du pouvoir, connaît de modifications essentielles. L'intellectuel-fonctionnaire du régime communiste quitte tout naturellement la scène sociale. Le parti qui, à la recherche d'un visage

nouveau, a changé de nom, se libère des personnages les plus compromis. L'intellectuel-« muse payée » quitte également la scène car il n'y a plus personne pour payer ce type de service. Le type de l'intellectuel-expert subsiste, quoique les personnes changent : on peut le trouver aussi bien au PSB qu'à l'UFD. Le type de l'intellectuel hétérodoxe reste constamment représenté ; nous l'avons appelé non-aligné. La nouvelle organisation sociale n'a pas produit des intellectuels-victimes (sauf, sur le plan purement psychologique, les personnes appartenant à l'ancienne nomenklatura culturelle communiste qui se sentent « perdants »). En revanche, le changement encourage une émigration intellectuelle sans précédent, volontaire cette fois-ci, à la recherche de meilleures conditions de vie et de réalisation professionnelle. Selon les statistiques approximatives, quelque 100 000 diplômés des écoles supérieures, essentiellement des jeunes, ont quitté le pays au cours des années qui ont suivi le changement.³² Quant à l'intellectuel dissident, dans la plupart des cas il se transforme en intellectuel-politicien. On peut dire que les experts et les spécialistes deviennent de plus en plus influents, au détriment des idéologues.

La typologie basée sur l'orientation culturelle s'est avérée plus résistante même s'il n'est pas vrai qu'elle reproduit tels quels les types de l'ancienne époque. En tout état de cause, les anciens types ont la possibilité de s'exprimer librement. Les choses qu'on devait passer sous silence avant ou qu'on ne pouvait dire que sous le voile de l'idéologie dominante, peuvent se dire maintenant sans réserves. Dans certains cas, les types, monolithiques jusqu'à présent, se désagrègent en quelques sous-types alternatifs. Les adeptes des valeurs du marxisme soviétique orthodoxe diminuent quantitativement et leur poids dans la société est insignifiant, même si leurs voix se maintiennent dans le chœur général. Les intellectuels qui sont liés intimement à l'utopie sociale sont les seuls à pouvoir prétendre, parmi leurs

camarades de parti, de véhiculer les valeurs de « gauche ». Tout en acceptant les nouvelles réalités politiques et en condamnant la pratique du communisme répressif, ils continuent à croire au principe de l'égalité tel que l'on formulé le *Manifeste* de Marx et les acteurs de la Révolution d'Octobre. Le poids des intellectuels qui défendent les valeurs conservatrices et l'idée nationale s'accroît. Un sous-type de leur famille, c'est l'intellectuel qui embrasse les valeurs religieuses. On observe également une poussée injustifiée des valeurs du romantisme, sur la base du lien entre la tradition nationale et le mythe du poète - barde, saint et martyr à la fois. Le type de l'intellectuel tourné vers les valeurs universelles se divise, lui aussi, en deux sous-types. Le premier est directement lié à la position postmoderniste, que plusieurs intellectuels de la génération 1955-1970 défendaient encore avant le changement. (Ils sont liés avant tout aux milieux universitaires). Le deuxième sous-type devient le porte-parole d'une sorte de néo-modernisme littéraire bulgare qui apparaît comme le continuateur du modernisme bulgare des années 30 dont la mission fut brutalement interrompue.

Sur le plan purement méthodologique, on en arrive à la nécessité de poser encore un problème, celui de la *figure intellectuelle* qui véhicule telles ou telles valeurs. Il n'y a pas que les valeurs qui comptent, il y a également les figures qui les incarnent. Celles-ci formulent, argumentent, élaborent, mettent en théorie et traduisent en pratique sociale les valeurs. C'est le point le moins développé dans la théorie sur les intellectuels, mais nous tenons à l'évoquer, nous contentant pour le moment de la simple constatation. Les figures pilotes d'intellectuels à l'époque communiste étaient : **le théoricien-marxiste** (à travers ses avatars de scientifique, d'universitaire ou de vulgarisateur), **l'écrivain** ou plutôt **le poète** (le poète-chanteur de la vérité du parti et son antipode le poète-satirique-bouffon), **l'artiste-peintre** (surtout après les années 70, lorsque le régime entre dans une sorte de période

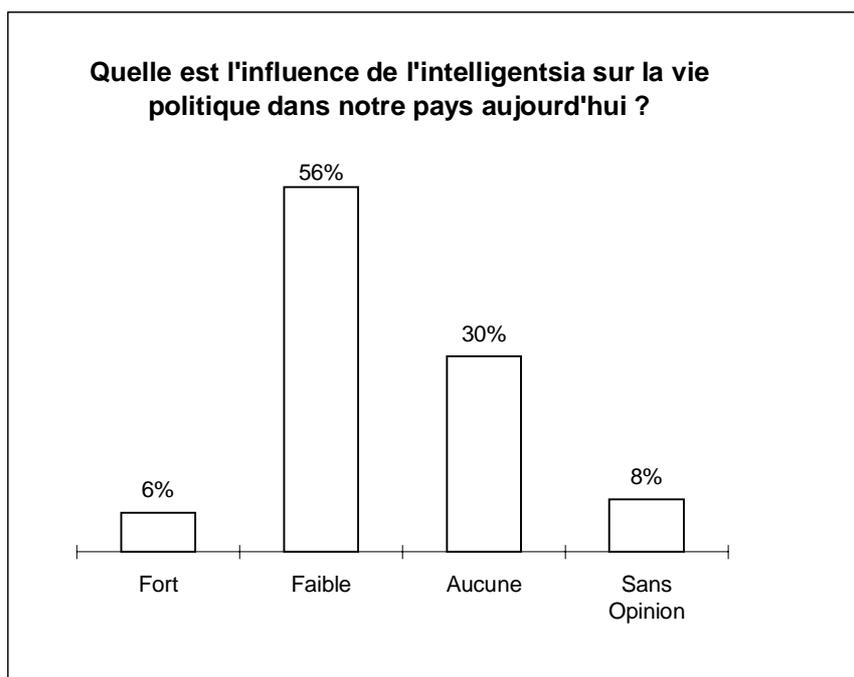
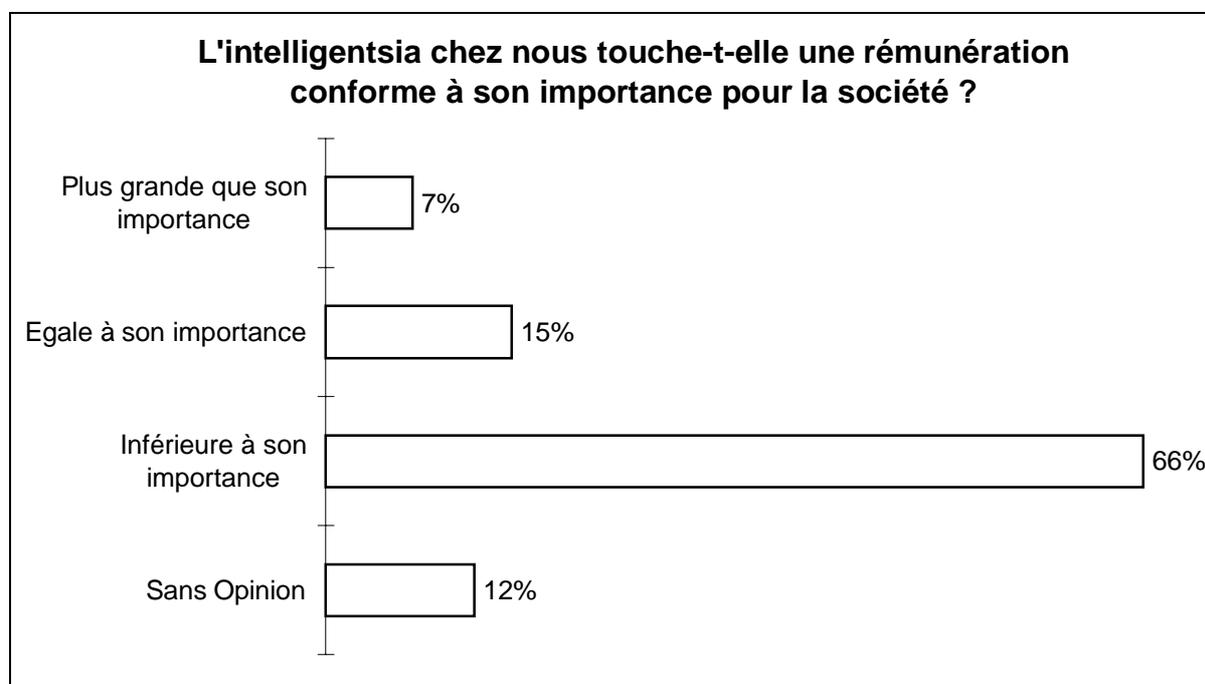
décorative) et, bien sûr, **l'historien** (c'est une figure centrale pour tout « nouvea » régime puisqu'il doit en assurer la légitimité sur le plan du destin national).

Après le changement, exception faite de la figure de **l'historien**, tous les autres quittent la scène, malgré les gestes romantiques de résistance de la part de plusieurs qui se voyaient comme les continuateurs de l'archétype du Poète. En revanche, de nouvelles figures intellectuelles montent au firmament. Parmi elles vient en tête l **journaliste**, le **sociologue** (qui se réalise au niveau des sondages démoscopiques), le **politologue** (une figure étrange qui, dans nos conditions, n'appartient entièrement ni au domaine du journalisme, ni à celui des sciences sociales, ce qui témoigne d'un certain vide dans ces deux domaines). Parfois, les trois figures apparaissent dans l personnage commun de l **intellectuel médiatique**. Une absence notable, dans les nouvelles conditions, est celle du **penseu** , d **philosophe**. Mais c'est une figure traditionnellement absente dans notre histoire politique et sociale. Ce fait explique en partie la réflexion insuffisante sur ce que la société a vécu et sur ses projets d'avenir.³³

Seule une étude détaillée de tous ces aspects du problème pourrait apporter une réponse satisfaisante aux questions que nous nous posions au commencement de ce rapport et dont les interprétations demandent à être précisées. C'est la seule façon de procéder qui nous permettra de bien comprendre ce qui bloque les fonctions de l'intellectuel dans les conditions bulgares. Sa dépendance est directement liée au manque de marché réel de produits scientifiques et culturels (une économie en crise, une communauté linguistique trop petite, une industrie culturelle très faible) et au fait que, à quelques exceptions près, il continue d'être un fonctionnaire (et, par là, dépendant de la couleur du gouvernement). Pourtant cette explication ne suffit pas. Même quand il est relativement autonome et engagé dans les

activités du secteur non-gouvernemental, qui en principe travaille avec des subventions étrangères, il ne change pas de comportement. Il accepte sa situation comme un abri, comme une solution provisoire des contraintes de la société et du parti qui le guettent à la sortie. Même quand il s'agit d'intellectuels reconnus et prestigieux, ils parlent rarement au nom de l'organisation qu'ils représentent et dont ils doivent promouvoir les valeurs. Nos réflexions finales remontent encore plus loin dans le passé - aux traditions historiques et aux racines culturelles. La réponse sur l'état et les positions de nos intellectuels aujourd'hui ne peut être relativement exacte et juste que si l'on fait le lien entre les trois couches d'une étude complexe : les traditions historiques et les racines culturelles, les stratifications d'un demi siècle de communisme et la pratique modeste des intellectuels au cours du changement démocratique. Nous espérons que ces pages constituent un pas dans cette direction.

ANNEXES

Tableau 1**Tableau 2**

Ces données sont réunies par une Enquête sociologique de l'agence *Agora 22* sur la base d'interviews par téléphone avec 541 personnes. L'enquête a été commandée par le journal *Continent* (10 septembre 1993).

Tableau 3

Branches	1989	1993	réduction en %
Science et recherche	97,388 personnes	52,578 personnes	46%
Educatio	276,930 personnes	263,129 personnes	5%
Culture et art	45,570 personnes	34,347 personnes	24,6%

D'après *L'Annuaire statistique*, publié par l'Institut statistique national, Sofia, 1993, sur la base du dernier recensement de la population de décembre 1992.

Tableau 4

**SALAIRE MOYEN DES EFFECTIFS EMPLOYÉS
DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE, PAR BRANCHES**

Branches	1985	1989	1990	1991	1992
Total	2564	3292	4329	11508	24568
Industrie	2724	3475	4199	11570	26931
Agriculture	2286	3232	4857	11269	18701
Sylviculture	2077	2833	3443	9249	18203
Transports	2871	3580	4670	12577	28446
Communications	2369	3039	4146	12060	25893
Commerce, équipement matériel et technique, achat	2188	2788	3749	10341	24176
D'autres branches de la production matérielle	2659	3545	4269	12858	31418
Services	2299	2955	3912	11434	25070
Recherche scientifique	3013	3720	4614	11699	24400
Education	2396	2770	3858	10508	20054
Culture et art	2348	2944	3750	10115	19166
Santé, sécurité sociale, culture physique, sport, tourisme	2387	2702	4207	10625	21087
Finances, crédit et assurance	2513	3219	4614	16124	39291
Gestion	2984	3550	4777	12808	26330
D'autres branches du secteur tertiaire	2664	3084	4125	10778	24888

D'après *L'Annuaire statistique*, publié par l'Institut statistique national, Sofia, 1993. Sur la base du dernier recensement de la population de décembre 1992.

Tableau 5
(Date et lieu de naissance)

Orientation vers un parti	Age moyen	Sofia	Ville départementale	Petite vill	Village
Liés au PSB	68.8 ans	5 personnes 33.3%	3 personnes 20%	1 personne 6.6%	6 personnes 40%
Liés à l'UFD	57.7 ans	9 personnes 50%	3 personnes 16.6%	1 personne 5.5%	5 personnes 27.7%
Non-alignés	58.4 ans	4 personnes 23.5%	3 personnes 17.7%	–	10 personnes 58.8%
Total	61.3%	18 personnes 36%	9 personnes 18%	2 personnes 4%	21 personnes 42 %

Tableau 6
(Le type de production intellectuelle)

Orientation vers un parti	Poésie	Prose	Critique et histoire littéraire	Sciences sociales	Dramaturgie de cinéma et de théâtre	Mise en scène cinématographique	Beaux Arts	Journalisme
Liés au PSB	9 pers. 60%	2 pers. 13.3%	–	1 pers. 6.6%	4 pers. 26.6%	–	1 pers. 6.6%	3 pers. 20%
Liés à l'UFD	9* 50%	8 44.4%	6 33.3%	1 5.5%	6 33.3%	–	–	8 44.4%
Non-alignés	4 23.5%	7 41.2%	3 17.6%	3 17.6%	5 29.4%	3 17.6%	–	6 35.3%
Total	22 44%	17 34%	9 18%	5 10%	15 30%	3 6%	1 2%	17 34%

*Ici, et dans les tableaux suivants, les chiffres au dessus des pourcentages désignent le nombre de personnes

Tableau 7
(Carrière avant 10.11.1989)

Orientation vers un parti	Seulement dans le domaine de l'art et de la science	Responsabilité dans le domaine de la culture	Ministre	Député	Haut fonctionnaire
Liés au PSB	5 33.3%	9 60%	4 26.6%	6 40%	4 26.6%
Liés à l'UFD	18 100%	-	-	-	-
Non-alignés	13 76.5%	3 17.6%	-	2 11.8%	1 5.9%

Tableau 8
(Carrière après 10.11.1989)

Orientation vers un parti	Seulement dans le domaine de l'art et de la science	Responsabilité dans le domaine de la culture	Ministre	Député	Haut fonctionnaire	Le secteur privé
Liés au PSB	10 66.7%	4 26.6%	1 6.7%	4 26.6%	1 6.6%	1 6.6%
Liés à l'IFD	7 38.9%	6 26.6%	2 11.1%	4 22.2%	5 27.8%	-
Non-alignés	11 64.7%	2 11.8%	-	4 23.5%	2 11.8%	6 35.3%

Tableau 9
(Définition de la forme politique
de gouvernement après le changement)

Orientation politique	Démocratie authentique	Démocratie en développement	Démocratie sous-développée	Pseudo-démocratie	Revanchisme de droite
Liés au PSB	-	-	7 46.7%	7 46.7%	1 6.6%
Liés à l'UFD	1 5.6%	3 16.7%	11 61.1%	3 16.6%	-
Non-alignés	-	1 5.9%	9 52.9%	7 41.2%	-
Total	1 2%	4 8%	27 54%	17 34%	1 2%

Tableau 10
(Causes de la crise profonde que traverse
la société bulgare)

Orientation politique	Le refus du socialisme	L'héritage du communisme	Le manque de traditions et de culture démocratiques	La mauvaise gestion et le pillage de l'Etat	La nouvelle idéologisation de la société	Le rejet des intellectuels	La crise générale de la morale et des idées
Liés au PS	5 33.2%	1 6.7%	6 40%	1 6.7%	-	1 6.7%	1 6.7%
Liés à l'UFD	-	7 38.9%	3 16.7%	1 5.5%	-	3 16.7%	4 22.2%
Non-alignés	-	1 5.9%	7 41.1%	2 11.8%	5 29.4%	-	2 11.8%
Total	5 10%	9 18%	16 32%	4 8%	5 10%	4 8%	7 14%

Tableau 11
(Au nom de quelles valeurs l'intellectuel parle-t-il ?)

Orientati on politique	Les valeurs huma- nistes univer- selles	La justice sociale	L'idée nationale et les tra- ditions	L'accord national et le dialogue	La légitimité et l'ordre	La révolu- tion	La religion	La vie de l'esprit	La vie créative
Liés au PS	–	1 6.7%	4 26.7%	2 13.4%	1 6.7%	–	–	3 13.3%	4 26.7%
Liés à l'UFD	2 11.1%	–	2 16.7%	3 16.6%	–	2 16.7%	1 5.5%	4 22.2%	4 22.2%
Non- alignés	3 17.6%	1 5.9%	2 11.8%	5 29.4%	-	1 5.9%	-	3 17.6%	2 11.8%
Total	5 10%	2 4%	8 16%	10 20%	1 2%	3 6%	1 2%	10 20%	10 20%

Tableau 12
(L'occasion ou l'objet de l'entretien)

Orientation politique	Oeuvre concrète	Bilan de la vie	Commentaire de la situation politique	Les problèmes des intellectuels
Liés au PSB	-	8 53.3%	3 20%	4 26.7%
Liés à l'UFD	3 16.7%	2 11.1%	6 33.3%	7 38.9%
Non-alignés	2 11.8%	2 11.8%	12 70.6%	1 5.8%
Total	5 10%	12 24%	21 42%	12 24%

NOTES

¹ Jélu Jélev « La grande époque de l'intelligentsia », le journal *Narodna kultura*, Sofia, 22 juillet 1988.

- ² Doubrovka Ougrechitch, « La profession d'intellectuel » (du livre *La culture du mensonge*, La Haie, 1995) traduction bulgare publiée dans le journal *Literaturen vestnik*, Sofia, 4-10 février 1998.
- ³ La revue *Sophilos* (premier numéro), Sofia, 1994. Le thème du numéro - « La nouvelle élite politique ». La revue *Izbor*, Sofia, automne 1993 : le thème du numéro - « Les élites communistes et postcommunistes ».
- ⁴ Roumen Dimitrov, « La fin de l'intelligentsia ? », le journal *Kultura*, Sofia, 21 septembre 1990. Evguénia Ivanova, « La grande époque de l'intelligentsia ? », le journal *Kultura*, Sofia, 21 décembre 1990. Ivaylo Znepolski, « L'intellectuel - les antinomies de l'esprit engagé », la revue *Polititcheski izsledvania*, Sofia, N° 1, 1991. Entcho Moutafov, « L'écrivain bulgare est-il malade ? », le journal *Literaturen forum*, Sofia, 3-9 décembre 1991. Ivaylo Znepolski, « Le silence des intellectuels », la revue *Studia culturologica*, Sofia, Printemps, 1992. Blaga Dimitrova, « L'intellectuel et le pouvoi », le journal *Literaturen vestnik*, Sofia, 2-8 novembre 1992. Alexandre Anguélov, « Réflexions sur l'intelligentsia bulgare », le journal *Kultura*, Sofia, 5, 12 février 1993. Ivan Stefanov, « L'apathie des intellectuels », la revue *Novo vrémé*, Sofia, N° 2, 1994. Valery Stefanov, « L'intelligentsia bulgare dans le théâtre des discussions », *Literaturen vestnik*, Sofia, 29 mars - 4 avril, 1995. Iskra Baeva, « L'intelligentsia et les intellectuels », le journal *Kultura*, Sofia, 19 mai 1995. Edvin Sougarev, « La fin de la personnalité », *Literaturen vestnik*, Sofia, 6 - 12, 1995. Roumen Dimitrov, « L'intelligentsia militante est le mauvais sort de la nation », le journal *Troud*, Sofia, 21 février 1996. Stefan Yaourechki, « Les intellectuels bulgares participeront-ils à l'autogestion sociale ? », le journal *Capital*, Sofia, 25-31 août 1997.
- ⁵ Max Weber, *Sociologie des religions*, éd. Gallimard, Paris, 1996.
- ⁶ Paul Ricoeur, « La démocratie d'aujourd'hui manque de passion », in *Paul Ricoeur - dialogues de Sofia*, édité par la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Sofia, 1998.
- ⁷ *L'Encyclopédie de Bulgarie*, éditée par l'Académie Bulgare des Sciences, Sofia, 1978.
- ⁸ Christophe Charle, *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, les Editions de Minuit, Paris, 1990.
- ⁹ *L'Encyclopédie de Bulgarie*, p. 323.
- ¹⁰ Roumen Dimitrov, « La fin de l'intelligentsia ? », le journal *Kultura*, Sofia, 21 septembre 1990. Alexandr Andréev, « La décomposition de l'intelligentsia », le journal *Kultura*, Sofia, N° 6, 1991. Andreï Raïtchev, « La tentative des brahmanes pour devenir princes se soldent par une tragédie », la revue *Sega*, Sofia, N° 35, 5-11 septembre 1996.
- ¹¹ Guéorgui Fotev, « Les experts et les politiciens », le journal *Literaturen forum*, Sofia, 23 novembre 1990. Vesseline Stoïnev, « Les transformations de l'élite », le journal *24 heures*, Sofia, 5 août 1997.
- ¹² Voir *Quelles élites pour le XXI^e siècle ?*, éd. Denoël, Paris, 1997.
- ¹³ Christophe Charle, *Les Élites de la République (1880-1900)*, éd. Fayard, Paris, 1987, p. 455.
- ¹⁴ « Plus de 1000 intellectuels soutiennent l'appel *Démocratie ou communisme* », le journal *Démocratie*, Sofia, 17 janvier 1992.
- ¹⁵ Stanislav Stratiev, « L'écriture de l'écrivain importe davantage que ses signatures » (entretien), le journal *Douma*, Sofia, 22 avril 1966.
- ¹⁶ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, éd. Gallimard, Paris, 1978-1992, 5 vol.
- ¹⁷ Svetline Roussev, « Si les choses vont comme ça, la Bulgarie sera la forteresse du désespoir » (interview), le journal *Troud*, Sofia, 10 novembre, 1995.
- ¹⁸ Guéorgui Djagarov, « Je croyais au socialisme et je m'insurgeais surtout contre le diktat du Parti » (interview), le journal *Express*, Sofia, 16 février 1994.
- ¹⁹ Stanislav Stratiev, *Ibid.*
- ²⁰ « Ne gaspillez plus le temps de la Bulgarie » (au Conseil supérieur du Parti socialiste bulgare, au Groupe parlementaire de la Gauche démocratique), le journal *Douma*, Sofia, 11 novembre 1996.
- ²¹ Edvine Sougarev, « En quoi croiront nos enfants ? » (Lettre ouverte au Président de la République de Bulgarie Jélu Jélev), le journal *Démocratie*, Sofia, 10 juin 1993.
- ²² « Appel aux électeurs bulgares, aux forces politiques et sociales », le journal *Otetchestven vestnik*, Sofia, 3 septembre 1991.
- ²³ « Démocratie ou communisme » (Appel d'artistes-peintres, écrivains, acteurs, musiciens, chercheurs, enseignants, médecins, juristes, journalistes), le journal *Démocratie*, Sofia, 15 janvier 1992.
- ²⁴ « Vous avez le choix : Jélu Jélev ou la démocratie !!! », le journal *Douma*, Sofia, 16 janvier 1992.
- ²⁵ Stefan Tsanev, « La corruption de l'Etat est horripante » (interview), le journal *Troud*, Sofia, 8 décembre 1997.
- ²⁶ Régis Debray, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Paris, éd. Gallimard, coll. Folio-Essais, 1986.
- ²⁷ Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, éd. Fayard, Paris, 1990.
- ²⁸ *Ibid.* p. 16.
- ²⁹ Louis Dumont, « Sur l'idéologie politique française », *Le Débat*, Paris, N° 58, 1990.

³⁰ Serge Tcherkézoff, « Les oppositions dualistes droite-gauche (La politique française récente et l'anthropologie des classifications) », *Gradiva*, Paris, N° 20, 1996.

³¹ Radoï Raline, « L'UFD vide de sens son nom en tournant le dos au pluralisme » (interview), le journal *Standart*, Sofia, 16 mars 1993.

³² « L'intelligence de la nation est déjà partie. Plus de 100 000 diplômés supérieurs assurent l'épanouissement d'autres pays » (Dossier), le journal *Continent*, Sofia, 2 mai 1997.

³³ C'est une constatation à laquelle sont parvenues à l'évidence avant nous les institutions et les fondations européennes et internationales qui adressent leur aide financière surtout au domaine de l'éducation et des recherches en sciences sociales. Le retard dans ce domaine pourrait devenir un obstacle considérable pour la démocratisation et le développement de l'économie. L'administration bulgare n'est pourtant toujours pas consciente de ce fait.